

**REVUE DE LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE  
QUÉBÉCOISE SUR L'AGRICULTURE ET LE  
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL**

Par Chantale Doucet

*Note sur l'auteure*

Chantale Doucet est doctorante en Sciences sociales appliquées à l'Université du Québec en Outaouais et boursière du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et de la Fondation Desjardins. Elle détient une maîtrise en Études et interventions régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi et un diplôme de premier cycle en Géographie et aménagement du territoire de l'Université du Québec à Chicoutimi.

**Cahier de l'Alliance de recherche université-communauté en Innovation sociale et développement des communautés (ARUC-ISDC)**

Série : Recherches, numéro 43

ISBN : 978-2-89251-451-3

Décembre 2011

## **Avant-propos**

L'agriculture à partir de l'approche du développement territorial est l'objet de ma thèse de doctorat. Ce sujet m'a amenée à recenser la littérature en sciences sociales et humaines qui dépasse le paradigme productiviste et qui pose un regard sur l'agriculture québécoise. Le fruit de ce travail est présenté dans ce cahier. Les différentes publications sont ainsi classées par thématique et analysées sous l'angle du territoire. À la croisée de ces publications, des pistes de recherche se dessinent qui invitent à fouiller davantage les enjeux de l'agriculture sous l'angle des sciences humaines et sociales. En effet, malgré l'importance socioéconomique de ce secteur au Québec, force est de constater que les recherches qui s'y intéressent sont encore trop peu nombreuses.

*Chantale Doucet*

Chantale.doucet@uqo.ca



## TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-Propos</i> .....	i
<i>Table des matières</i> .....	iii
<b>INTRODUCTION</b> .....	1
<b>1. LE PARADIGME PRODUCTIVISTE, PRINCIPAL RÉFÉRENT POUR LES TRAVAUX SUR L'AGRICULTURE</b> .....	1
<b>2. AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL: REVUE DE LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE AU QUÉBEC DE 1995 À 2011</b> .....	2
2.1 Les études sur l'agriculture à partir de l'approche en développement territorial et de la multifonctionnalité.....	3
2.1.1 Les territoires agricoles ruraux.....	3
2.1.2 Les territoires agricoles périurbains.....	8
2.1.3 La multifonctionnalité de l'agriculture.....	9
Conclusion.....	13
2.2 Environnement, paysage et territoire.....	14
2.3 Syndicalisme agricole et ouvrages historiques.....	18
2.4 Les rapports de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) et autres.....	20
2.5 Les nouvelles activités et initiatives agricoles.....	23
2.5.1 Les produits du terroir.....	24
2.5.2 L'agrotourisme.....	27
2.5.3 Coopératives et marchés de solidarité.....	27
2.5.4 Circuits courts et agriculture soutenue par la communauté.....	28
2.5.5 Les jardins collectifs et communautaires.....	29
2.5.6 Agriculture biologique et écologique.....	29
Conclusion.....	30
2.6 Les agriculteurs et agricultrices.....	30
<b>3. BILAN DE CETTE REVUE DE LITTÉRATURE SUR L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL</b> .....	31
3.1 La littérature scientifique sur l'agriculture et le territoire: quatre principaux constats.....	31
3.2 Des solutions pour encourager les innovations agricoles et la multifonctionnalité agricole	33
3.3 Des questionnements.....	35
<b>BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE</b> .....	36



## INTRODUCTION

**Depuis 1995, quel bilan peut-on faire de la littérature scientifique qui aborde la thématique de l'agriculture à partir de l'approche du développement territorial au Québec ?** Cette question permet de dresser à la fois une recension des écrits sur 15 ans tout en identifiant les forces et les lacunes sur le sujet. Cette recension constitue toutefois un défi en raison du peu d'écrits sur le sujet. Compte tenu de cette limite, nous avons élargi nos horizons pour considérer également la littérature sur l'agriculture qui, par la bande, rejoint les thématiques du développement territorial. Ainsi, notre recension porte sur la littérature en sciences sociales et humaines qui dépassent le paradigme productiviste et qui pose un regard sur l'agriculture québécoise. À notre connaissance, cet exercice n'a jamais été réalisé. Toutefois, cette littérature est très dispersée, ce qui constitue un second défi<sup>1</sup>. Pour repérer ces études, nous avons réalisé des recherches dans les bases de données d'ouvrages et de périodiques, consultés les sites Internet des centres de recherches sur le sujet ainsi que les références bibliographiques des ouvrages pertinents. Les résultats sont présentés en quatre temps.

1. Dans un premier temps, nous positionnons la littérature à l'étude par rapport à celles plus abondantes axées sur le modèle productiviste.
2. Ce qui permet, dans un deuxième temps, d'entrer au cœur de notre sujet en répertoriant et classifiant les études sur l'agriculture en sciences sociales et humaines tout en identifiant les principaux apports concernant le développement territorial.
3. En guise de discussion, nous vous proposons de revenir sur les

principaux constats de cette littérature ainsi que sur l'identification de lacunes.

4. Finalement, une bibliographie thématique vient conclure ce texte.

### 1. LE PARADIGME PRODUCTIVISTE, PRINCIPAL RÉFÉRENT POUR LES TRAVAUX SUR L'AGRICULTURE

Une grande proportion des recherches sur l'agriculture au Québec comme à l'international s'inscrit dans le paradigme productiviste venant ainsi appuyer le modèle agricole néolibéral dominant (Mazoyer et Roudart, 2002 ; Silvestro, 2009, p.19 ; Proulx et Sauvé, 2007, p.134-135). Dans ces études, les facteurs territoriaux ne sont pas considérés. « L'agriculture est généralement extraite de son milieu social d'existence et analysée comme un secteur économique qu'on peut isoler des processus sociaux qui ne font pas directement partie du procès de production capitaliste » (Silvestro, 2009, p.33). L'innovation agricole est alors vue à travers l'amélioration des techniques de production et des performances économiques et environnementales pour optimiser le potentiel agronomique. Avec le contexte néolibéralisme qui prévaut dans les sociétés depuis les dernières décennies et la valorisation du modèle agricole productiviste, l'économie est ainsi devenue la principale lunette pour étudier l'agriculture (Morisset, 2010, p.83). Au Québec, les autres sciences sociales et

---

<sup>1</sup> Il va sans dire que nous avons sans doute oublié certaines publications sur le sujet. En outre, nous n'avons pas recensé les rapports qui dressent un portrait statistique des secteurs agricoles ni les mémoires et thèses des étudiants, à moins que ces travaux n'aient fait l'objet d'une publication.

humaines se sont peu à peu éloignées de ce sujet comme objet d'études (Silvestro, 2009, p.20).

La situation était bien différente il y a quelques décennies à peine. En effet, l'agriculture a été longtemps l'activité dominante dans les milieux ruraux. Si bien que les réalités agricole et rurale se confondaient et la majorité des études rurales s'intéressaient à l'agriculture (Jean, 1997). Aujourd'hui, toutefois, les milieux ruraux se sont diversifiés et l'agriculture est devenue une activité minoritaire soit à peine 6 % de la population rurale québécoise (Jean, 2010, p.215 ; Domon et Ruiz, 2010, p.184). La diminution de l'intérêt des sciences sociales pour ce sujet n'est sans doute pas étrangère à cette chute drastique. « Maintenant que l'agriculture n'est plus l'activité productive structurante des communautés rurales, on étudie de moins en moins ses aspects sociaux (sociabilité, mode de vie, transmission du patrimoine, vie communautaire, réseaux sociaux, géographie sociale) et de plus en plus les aspects économiques de la ferme ou de la filière (rentabilité, revenu, mécanisation, productivité, ventes) » (Silvestro, 2009, p.39).

Le constat n'est pas tout à fait le même du côté de l'Europe où la littérature scientifique sur l'agriculture dans une perspective de développement territorial connaît un engouement nouveau ces dernières années. Les nouvelles dynamiques territoriales de l'agriculture font effectivement l'objet d'un nombre croissant de recherches à partir de la multifonctionnalité agricole (Barthélemy et al., 2002, p.9), des processus de qualification territoriale et de la qualité des produits liés aux activités agricoles et agroalimentaires (Papy et Torre, 2002, p.158 ; Frayssignes, 2008, p.296), dans

l'analyse des logiques sectorielles dans le secteur agroalimentaire sous l'angle des dynamiques de proximité (Papy et Torre, 2002, p.158) et du concept de systèmes agroalimentaires localisés (SYAL) (Requier-Desjardins, 2002). À l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), premier institut de recherche agronomique en Europe et deuxième dans le monde, le développement régional est un thème fédérateur dans les recherches depuis les années 1990 (Mollard, 2007, p.7). Dans plusieurs études sur l'agriculture, la place du territoire est centrale :

Depuis environ une décennie, on accorde une attention renouvelée aux territoires : les conceptions, les politiques et les actions mettent en avant la nécessité de prendre en compte l'importance du rôle de l'agriculture dans l'aménagement et le développement territorial. [...] En retour, le territoire devient de plus en plus explicitement un axe important des problématiques du développement agricole et c'est à travers ce lien que se manifestent les nouvelles formes de relation de l'agriculture avec la société et les nouvelles exigences qui en découlent en matière d'environnement, de développement local ou de qualité des productions locales (Béranger, 2005, p.17-18).

## **2. AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL : REVUE DE LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE AU QUÉBEC DE 1995 À 2011**

Même si cet engouement n'est pas le même au Québec, il semble tout de même que l'agriculture analysée en lien avec son territoire revient peu à peu sur la sellette comme objet d'étude. Les nouveaux enjeux et les initiatives innovatrices qui émergent

dans la société sont la source de réflexion chez des chercheurs. Les besoins et les aspirations de la société changent en effet depuis les deux dernières décennies avec les préoccupations sur le développement durable et territorial notamment, ce qui contribue à alimenter de nouveaux sujets de recherche.

Même si cette littérature reste encore modeste, nous avons tout de même tenté une classification des travaux en six principales thématiques :

1. D'abord, directement en lien avec la thématique, nous présentons les études sur l'agriculture à partir de l'approche en développement territorial et celle sur la multifonctionnalité de l'agriculture.
2. Par la suite, nous repérons les études sur l'agriculture qui traitent du paysage et de l'environnement, deux variables intimement liées au territoire.
3. Nous poursuivons avec les ouvrages sur le syndicalisme agricole et ceux qui s'inscrivent dans une perspective historique.
4. Les rapports issus de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois font l'objet de la quatrième section.
5. Nous enchaînons ensuite avec les études qui tracent un portrait de nouvelles initiatives en agriculture ou en soutien à celle-ci.
6. Finalement, nous mentionnerons brièvement les études en sciences sociales qui visent à comprendre la réalité des agriculteurs.

Sans faire une synthèse exhaustive de chacune de ces publications, nous avons

tenté de mettre en lumière leurs principales contributions pour la compréhension des dynamiques agricoles en cours en liens avec le territoire.

## **2.1 Les études sur l'agriculture à partir de l'approche en développement territorial et de la multifonctionnalité**

Deux principaux groupes de recherche ont étudié l'agriculture au Québec à partir de l'approche territoriale<sup>2</sup>. La première contribution s'inscrit dans les études rurales et territoriales avec le sociologue Bruno Jean et ses collègues à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Le deuxième groupe de recherche étudie les territoires périurbains avec le géographe Christopher Bryant et son équipe à l'Université de Montréal.

### **2.1.1 Les territoires agricoles ruraux**

De 1970 à 1990, avec la thèse de la fin du rural<sup>3</sup> annoncée par certains chercheurs, les recherches sur la ruralité au Québec se font plus rares (Simard, 2002, p.168 ; Jean, 1997, p.10). Un regain d'intérêt pour la ruralité est toutefois observé dans les

---

<sup>2</sup> Mentionnons également les travaux sur le paysage de Gérald Domon et Julie Ruiz et ceux sur les produits du terroir de Carole Chazole et Rémy Lambert qui s'inscrivent également dans l'approche territoriale. Puisqu'ils ciblent une fonction spécifique de l'agriculture, nous les aborderons toutefois un peu plus loin dans le texte.

<sup>3</sup> Avec le mode de vie des populations rurales qui devenaient de plus en plus identiques à celui des urbains, des chercheurs (notamment, Gérald Fortin principal conseiller scientifique du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ)) ont prédit la fin des milieux ruraux comme territoire distinct de l'urbain (Jean, 1997).



années 1990 (Simard, 2002, p.170). Cet intérêt s'explique par des changements dans la conjoncture sociale :

revalorisation du milieu rural comme milieu de vie, avec le néo-ruralisme, montée des idéologies environnementales pour lesquelles la préservation du milieu rural constitue souvent un enjeu central, à une revendication sociale des ruraux eux-mêmes pour mettre en place des modèles d'aménagement du territoire qui respectent leur identité rurale comme un droit à la différence et comme un atout pour toute société qui voit, dans la diversité des modes d'existence de sa population, une richesse à maintenir (Jean, 1997, p.60).

De plus, la publication du rapport de développement social et démographique « Deux Québec dans un » par le Conseil des affaires sociales du Québec en 1989 qui expose notamment les écarts entre les régions québécoises sera également un élément qui ravivera cet intérêt pour le rural (Morisset, 2010, p.281).

C'est d'ailleurs en 1991 qu'avaient lieu les États généraux du monde rural organisés par l'Union des producteurs agricoles (UPA) pour réfléchir sur la problématique de la déstructuration des territoires ruraux. Dans le cadre de cet événement qui mobilisa 1 200 participants issus de différents horizons, une équipe de chercheurs universitaires, sous la direction de Bernard Vachon (1991), réalisa un ouvrage collectif, *Le Québec rural dans tous ses états*. Dans cet ouvrage, le modèle agricole productiviste est clairement associé à la déstructuration des milieux ruraux (Jean et Vachon, 1991) et les auteurs prônent, comme solution d'avenir, de nouvelles logiques de développement

(Vachon, 1991 ; Debailleul, 1991, p.146).

Cet engouement pour le rural est toutefois demeuré timide selon certains chercheurs : « Malgré l'étendue des territoires concernés et l'ampleur des changements sociospatiaux en présence, peu de travaux ont cherché à mettre au jour la particularité des nouveaux rapports envers le territoire rural à l'échelle locale » (Domon et *al.*, 2008). En outre, l'agriculture est souvent absente ou évoquée très rapidement dans les publications qui analysent les milieux ruraux depuis 1995. Soulignons toutefois l'apport des chercheurs en développement régional de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) qui s'intéressent aux mutations des milieux ruraux québécois et dont certaines études laissent une large place au secteur agricole.

Bruno Jean, professeur en sociologie et en développement régional à l'Université du Québec à Rimouski et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement rural, est certes l'un des chercheurs qui a le plus contribué ces dernières années aux recherches sur l'agriculture en lien avec les dynamiques territoriales. Même si notre revue de littérature débute en 1995, il convient de mentionner que sa passion pour le sujet remonte bien avant. Les travaux de sa thèse furent l'objet d'un livre en 1985 qui retrace le processus sociohistorique de l'implantation du modèle agricole dans l'Est du Québec et examine les pratiques agricoles innovantes dans ce coin de pays. Déjà à cette époque, il observe « la possibilité d'un autre modèle de développement rural dans ces espaces périphériques » ainsi que « des formes sociales nouvelles et renouvelées de la production agricole » que ce soit l'agriculture à temps partiel, l'agriculture de groupe (regroupement de petites unités de production familiale associant père et fils

par exemple), des entreprises agricoles communautaires mises en place par des organismes de développement communautaire et l'agriculture écologique. « Une nouvelle agriculture naît sous nos yeux » dit-il à propos de cette dernière (Jean, 1985, p.319).

Les publications issues de ses travaux de recherche en lien avec l'agriculture se sont ensuite enchaînées avec des titres évocateurs qui permettent de saisir la ligne de pensée de l'auteur : « Une agriculture à repenser » (1985) ; « L'exploitation agricole familiale au Québec » (avec son collègue Oleg Stanek<sup>4</sup>, 1986) ; « La ruralité bas-laurentienne : développement agricole et sous-développement rural » (1988) ; « La gestion des terres agricoles au Québec, rationalité et irrationalité, France et Québec » (1989) ; « Terre, territoire, territorialité : les agriculteurs et leur attachement au territoire » (1993) ; « Déclin ou renaissance : l'agriculture et la ruralité au Canada à la croisée des chemins » (1994). Depuis 1995, nous avons retenu trois principales publications de cet auteur sur l'agriculture et le territoire dont deux dans la présente section et une dans la section sur la multifonctionnalité.

Le premier ouvrage, « Territoires d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité » (Jean, 1997), expose les transformations socioéconomiques du monde rural qui est entré dans une période de transition depuis le début des années quatre-vingt. Le milieu agricole est révélateur de ces transformations et l'auteur y consacre plusieurs chapitres.

Le regard porté sur les mutations de l'agriculture est vu ici en lien avec son contexte territorial, tout en intégrant les facteurs exogènes, ce qui contribue à une analyse fine des enjeux et des

transformations qui sont généralement esquivés dans la littérature dominante qui s'inscrit dans le paradigme productiviste. Dans cette perspective, le livre vient révéler plusieurs conséquences de « la généralisation des formes de l'agriculture marchande » sur les territoires. Disparition de plusieurs entreprises agricoles, concentration de la production et de la spécialisation dans certains territoires au détriment d'une disqualification et d'une déstructuration des autres, coupure entre une agriculture performante et son territoire d'implantation qui s'appauvrit, frein à l'émergence d'innovations sont quelques-unes des dysfonctions documentées qui remettent « en question les assises de notre modèle de développement agricole et rural » (Jean, 1997, p.93).

Alors que l'innovation est principalement étudiée dans les territoires urbains, cet ouvrage démontre que les territoires ruraux sont également la source d'innovations. Bruno Jean observe, en effet, l'émergence de nouvelles tendances et initiatives au Québec qui s'inscrivent dans une vision multifonctionnelle et anticipe leur essor.

Dans les années qui viennent, avec les problèmes de surproduction agricole chronique ou les nouvelles règles de commerce, on devrait voir se développer de nouvelles pratiques de l'agriculture, souvent en pluriactivité, totalement orientées vers la qualité, identifiées par des labels qui rattachent un produit spécifique à un territoire. Ce virage de l'agriculture moderne va mettre l'accent sur ce qu'on appelle, en économie rurale, les nouvelles fonctions de l'agriculture

---

<sup>4</sup> Mentionnons également un texte d'Oleg Stanek (1996) qui compare les dynamiques divergentes de la reproduction de la propriété foncière agricole et forestière.

qui touchent le maintien des paysages ruraux dans les zones en difficulté, l'occupation et l'aménagement du territoire, l'entretien des ressources naturelles à des fins récréotouristiques (Jean, 1997, p.46).

L'avenir lui donnera raison. Près de 14 ans plus tard, l'analyse des défis et des pistes de solutions identifiées dans cet ouvrage restent d'actualité et s'inscrivent plus que jamais dans les débats. Plusieurs de ces pistes postulent pour un décloisonnement au niveau, par exemple, d'une politique de développement rural qui devrait intégrer différents enjeux dont l'agriculture ou encore l'intégration de solutions qui mobilisent non seulement les ruraux mais également l'ensemble de la société québécoise puisque les milieux ruraux et urbains sont plus que jamais interdépendants. La multifonctionnalité et la diversification des initiatives et des modèles agricoles selon les réalités locales sont également encouragées, c'est-à-dire :

la grande exploitation modernisée capitale intensive, l'agriculture à temps-partiel, l'agriculture biologique axée sur la qualité plutôt que sur la quantité, les exploitations diversifiées de polyculture-élevage misant aussi sur de nouvelles formes de vente directe aux consommateurs, laquelle vente, sous la pression de certaines lois sanitaires, est devenue carrément illégale dans plusieurs cas (Jean, 1997, p.223).

La deuxième publication (2002) est signée par Bruno Jean et Daniel-Mercier Gouin chercheur à l'Université Laval et titulaire de la Chaire en analyse de la politique agricole et de mise en marché collective, en collaboration avec Majella Simard<sup>5</sup>, alors candidat au doctorat en développement régional, mais devenu depuis professeur à l'Université de Moncton. Comme le révèle

son titre « Évaluation des mesures de soutien à l'agriculture et l'agroalimentaire dans les milieux en restructuration de la région de Chaudière-Appalaches », ce rapport s'inscrit d'emblée dans une approche territoriale à partir d'une recherche terrain dans la deuxième région agricole en importance au Québec où la production laitière et de bovins de boucherie dominant l'économie agricole régionale. L'étude a été réalisée à la demande du Comité régional sur les milieux en restructuration de la région de Chaudière-Appalaches sous la coordination du Centre local de développement des Etchemins. Signe que de nouvelles organisations de développement local ont amorcé une réflexion sur les potentiels de l'agriculture et l'agroalimentaire dans la revitalisation des territoires ruraux.

Cette analyse approfondie de la problématique agricole de cette région démontre une « spécialisation-concentration » des entreprises agricoles qui aujourd'hui sont situées, en majorité, près des centres urbains de la région. Quant aux 63 municipalités en restructuration, « souvent dites fragiles, difficiles ou défavorisées », elles subissent une décroissance démographique ainsi qu'une diminution importante des surfaces en culture et des entreprises agricoles. À partir d'une analyse de l'évolution de la politique agricole, les chercheurs concluent que celle-ci favorise l'agriculture intensive et la concentration géographique à proximité des grands centres urbains et, par le fait même,

<sup>5</sup> Soulignons que Majella Simard a également publié un article dans la revue *Ruralia* (2001) qui analyse les principales restructurations de l'activité agricole dans les localités fragiles de la région Chaudière-Appalaches entre 1951-1996 à partir de cinq variables : évolution du nombre d'agriculteurs, emplois reliés à l'agriculture, nombre et taille des fermes, écoumène et capital agricole.

est défavorable aux milieux en restructuration. En fait, l'agriculture conventionnelle très compétitive apporte peu d'avantages pour les milieux en restructuration. Toutefois, expliquent les chercheurs, les productions agricoles à haute valeur ajoutée (agriculture de qualité ou de terroir) qui s'appuient sur les spécificités locales pourraient être une stratégie gagnante pour ces milieux. Mais les mesures existantes mises en place par la politique agricole ne permettent pas de saisir les opportunités de ce marché. Le rapport recommande alors d'adapter ou de mettre en place de nouvelles mesures qui encouragent un modèle agricole, à inventer, basé sur le concept de développement rural durable. Les chercheurs proposent plusieurs recommandations. Parmi celles-ci, mentionnons l'importance du rôle des instances locales et régionales pour accompagner l'agriculture aux côtés des politiques publiques.

Étant donné le nouveau rôle du territoire dans la production agroalimentaire, les régions, les MRC et les municipalités devront se donner de nouveaux outils d'intervention à l'échelle locale et régionale, leur donnant une réelle capacité d'action dans le domaine agricole et agroalimentaire dans le cadre de leur mission d'aménagement et de développement régional (Jean et Gouin, 2002, p.8).

Selon les chercheurs, le renforcement des « capacités de développement » des communautés locales et régionales est d'ailleurs l'un des enseignements des expériences étrangères qui pourraient inspirer les modifications de la politique agricole actuelle. Parmi ces enseignements, ils mentionnent également l'importance de considérer les milieux agricoles en restructuration comme un patrimoine

naturel et un environnement à préserver avec des mesures de soutien appropriées. Ces dernières doivent également miser sur la réappropriation des liens entre l'alimentation et l'agriculture (Jean et Gouin, 2002, p. 78).

Ajoutons à cette liste quelques autres publications des chercheurs de l'UQAR. D'abord, la Loi sur la protection du territoire des activités agricoles<sup>6</sup> a fait l'objet d'études signées par Clermont Dugas, professeur à l'UQAR. Ces récentes enquêtes (2010 ; 2009 ; 2007 ; 2006) examinent les impacts de la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles dans les localités à l'extérieur de la plaine de Montréal. Cette loi engendre plusieurs obstacles pour 80 % (235) des municipalités sondées car elle ne permet pas l'acquisition de terres agricoles de petites dimensions et crée des contraintes au développement résidentiel, de la villégiature, du tourisme et des loisirs. Pour ces municipalités, cette loi pourrait être adaptée au contexte du milieu.

Ensuite, le livre de David Doloreux et Stève Dionne (2007) retrace la trajectoire historique de la municipalité de La Pocatière au Québec située dans la région de Chaudière-Appalaches. Cette municipalité est le lieu de l'implantation de la première École d'agriculture au Canada et d'institutions agronomiques de renommées. Avec la concentration de ce savoir, l'agroalimentaire est devenu l'un des pôles technologiques d'importance. Si bien que les chercheurs ont recours à l'approche de système régional d'innovation pour analyser ce succès et démontrent ainsi qu'à l'instar des régions

---

<sup>6</sup> Sur la protection du territoire agricole, mentionnons également les articles de Claire Binet (2004) et sur l'occupation du territoire, celui d'André Joyal et Kamal el Batal (2008).

métropolitaines, les territoires ruraux sont également des lieux d'innovations.

Finalement, mentionnons un ouvrage, sous la supervision de Bruno Jean et Danielle Lafontaine (2007), qui est le récit d'un agriculteur, Adéodat Saint-Pierre, fortement impliqué dans le développement rural de sa région, le Bas-Saint-Laurent. Président de la Coalition Urgence Rurale du Bas-Saint-Laurent, cet agriculteur raconte les luttes et les enjeux territoriaux tels qu'il les a vécus de 1956 à 2006.

### 2.1.2 Les territoires agricoles périurbains

Christopher Bryant, professeur chercheur au département de géographie de l'Université de Montréal, dirige le Laboratoire Développement durable et dynamique territoriale dont « l'équipe travaille, par l'entremise de la recherche-action, au renforcement de la pérennité des territoires agricoles autour de Montréal, notamment » (Bryant et Chahine, 2010, p.36). Ses travaux, qui ont débuté bien avant 1995, étudient l'espace périurbain agricole (Bryant, 1989 ; Bryant et Johnston 1992 ; Marois, Deslauriers et Bryant, 1991a ; 1991b) et l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques (Bryant et *al.*, 2007 ; 1997). La couronne périurbaine de Paris, de Londres, de Toronto mais également celle de Montréal a été l'objet de plusieurs études. Ces recherches démontrent que les territoires agricoles situés à proximité de la ville sont différents des autres territoires québécois notamment avec la présence d'une diversité d'activités agricoles, de systèmes d'échange différents et des problématiques importantes de spéculation foncière (Bryant et Marois<sup>7</sup>, 1998, p.160 ; Bryant, 1995).

L'approche préconisée dans ses recherches

s'appuie sur une perspective de développement local et de développement durable dans laquelle la place des acteurs est centrale. Christopher Bryant et son équipe proposent d'ailleurs un « schéma conceptuel de la dynamique des localités » adaptée pour comprendre la construction des territoires par des acteurs locaux et régionaux (Bryant, 2007, p.163 ; Bryant, 1995 ; Bryant, 1997 ; Chahine, Bryant et *al.*, 2008).

L'hypothèse, explique-t-il, est que le pouvoir et l'influence relatifs des différents segments d'intérêts, dans un milieu local donné, contribuent à expliquer pourquoi certaines orientations sont choisies plutôt que d'autres, tant pour le développement informel (non organisé) que pour l'action collective en matière de planification et d'aménagement (Bryant, 1997, p.129).

Il s'est ainsi intéressé aux rôles des acteurs locaux dans les transformations des territoires agricoles périurbains (Bryant, 1995 ; 1997 ; 2007 ; Frej et *al.*, 2003) et a démontré l'hétérogénéité des espaces agricoles périurbains et de ses transformations qui se modulent aux contextes et aux stratégies des acteurs en place. Il explique cette hétérogénéité ainsi :

La variation des compétences et des préférences individuelles (les exploitants et leurs familles) ainsi que la diffusion subséquente de certaines stratégies sont certes en cause. Mais d'autres facteurs interviennent, notamment la dynamique des « communautés » (agricole et non agricole), elle-même liée à celle des

---

<sup>7</sup> Mentionnons également son collègue géographe Claude Marois, chercheur associé au Laboratoire, qui étudie également la thématique de l'agriculture périurbaine (Bryant et Marois, 1998 ; Marois, Deslauriers et Bryant, 1991a ; 1991b).

collectivités locales et des groupements de collectivités locales, ainsi qu'aux liens de la localité avec l'extérieur (Bryant, 1997, p.129).

Il démontre ainsi que les acteurs locaux, incluant les agriculteurs, sont à l'origine de la redynamisation des territoires agricoles ainsi que de la mise en valeur et de la construction d'une multifonctionnalité (Chahine et *al.*, 2008 ; Bryant, 2007 ; Bryant et Granjon, 2007 ; Granjon et Bryant, 2004 ; Bryant et Marois, 1998). Dans ce processus, les échanges entre les agriculteurs, les collectivités locales et les MRC est un facteur de réussite important (Bryant et Marois, 1998)<sup>8</sup>.

### **2.1.3 La multifonctionnalité de l'agriculture**

La multifonctionnalité de l'agriculture, dans son approche dite intégrée ou normative, intègre les caractéristiques du développement territorial et durable. Si le concept est populaire en Europe et à l'échelle internationale et fait l'objet de plusieurs publications, il commence à peine à faire son apparition au Québec. Des chercheurs évoquent le terme comme une orientation qui pourrait être adoptée dans un nouveau modèle agricole québécois (Debailleul, 1991 ; 2001 ; Jean, 1997 ; Parent, 2001 ; Simard, 2001 ; Jean et Gouin, 2002 ; Royer, 2004). Christopher Bryant et Denis Granjon (Granjon, 2003 ; Granjon et Bryant, 2004 ; Bryant, 2007 ; Bryant et Granjon, 2007) ont également démontré le caractère multifonctionnel des territoires périurbains qu'il représente par les quatre « p » dans la langue anglaise (place, play, production, protection). Ils ont aussi observé l'émergence d'une nouvelle vision multifonctionnelle dans la protection du territoire agricole au Québec chez les

acteurs locaux depuis la fin des années 1990 (Bryant et Chahine, 2010, p.37). La notion de multifonctionnalité est également mentionnée dans plusieurs mémoires déposés lors de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) qui souligne à maintes reprises l'importance de valoriser la multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires dans son rapport final.

Un groupe de travail sur la multifonctionnalité des territoires ruraux, présidé par le professeur-chercheur Guy Debailleul de l'Université Laval et chapeauté par Solidarité rurale du Québec, a également été mis en place dans le cadre de la Politique Nationale de la Ruralité 2007-2014. Le groupe, formé de représentants du gouvernement du Québec (ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs ; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire), de Solidarité rurale du Québec, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Union des municipalités du Québec, de l'Association des Centres locaux de développement, du mouvement Desjardins et du professeur-chercheur Gérald Domon a pour mandat d'« aider les communautés à construire une ruralité fondée sur ce qui les caractérise, en se tournant vers une nouvelle utilisation de l'ensemble des ressources et de leur milieu » (Groupe de travail sur la multifonctionnalité des territoires ruraux, <http://www.ruralite.qc.ca/multi>). Même si le mandat est axé sur la multifonctionnalité des territoires ruraux, et non sur celle de l'agriculture, il s'agit d'une vision nouvelle qui contribuera aux réflexions sur la multifonctionnalité agricole. Intitulé « La

<sup>8</sup> S'appuyant sur les travaux de Bryant et Johnston (1992), mentionnons également un article sur l'évolution des terres agricoles dans la MRC de la Côte-de-Beaupré (Bacchialoni, 2001).

multifonctionnalité : un regard neuf sur le territoire », le rapport final du Groupe a été déposé au ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du Territoire en juin 2011 (disponible sur le site suivant : <http://www.ruralite.qc.ca/multi>). Le rapport se termine avec l'identification de quatre orientations déterminantes pour l'aménagement et le développement des territoires ruraux soit : reconnaître et renforcer la capacité d'action locale ; harmoniser aménagement et développement ; reconnaître la valeur des externalités et en assurer une répartition équitable ; saisir les opportunités mises en valeur par l'approche multifonctionnelle. Au rapport s'ajoute un guide sur les grandes étapes d'une démarche multifonctionnelle et un recueil de projets sur la multifonctionnalité en action, car plusieurs expériences terrains au Québec s'appuient déjà sur une approche multifonctionnelle.

#### *Un premier ouvrage québécois sur la multifonctionnalité agricole*

En 2006, la multifonctionnalité de l'agriculture fut l'objet d'un colloque de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) dans la section développement régional. L'événement a donné lieu à un premier ouvrage collectif au Québec sur le sujet, sous la direction de Bruno Jean et Danielle Lafontaine (2010), qui fait appel à diverses contributions, dont celles européennes qui affinent la compréhension des enjeux théoriques et tirent des leçons de l'application empirique de ce concept en Europe. Dans le présent exercice, nous nous attarderons toutefois aux sept contributions québécoises de cet ouvrage en soulignant trois principaux apports en lien avec l'agriculture et le territoire : d'abord, l'effritement de la pluralité des fonctions agricole au Québec ; ensuite, l'identification de pistes pour intégrer la multifonctionnalité comme objectif de

l'action publique ; et finalement, la démonstration de l'existence d'approches québécoises qui partagent des similitudes avec la multifonctionnalité.

#### *L'effritement de la pluralité des fonctions agricoles au Québec*

L'un des apports de cet ouvrage est de démontrer certains effets néfastes engendrés par l'agriculture productiviste au Québec : l'effritement d'une certaine multifonctionnalité agricole au Québec depuis la Deuxième Guerre mondiale (Annie Royer<sup>9</sup> et Daniel-Mercier Gouin, chercheur à l'Université Laval), la rupture entre l'agriculture productiviste et son milieu rural (Diane Parent<sup>10</sup>, chercheur à l'Université Laval) et l'uniformisation des paysages en zone d'intensification agricole à partir d'un portrait des dynamiques agricoles québécoises de 1951 à 2001 (Gérald Domon et Julie Ruiz<sup>11</sup>, chercheurs à

<sup>9</sup> Annie Royer a réalisé son mémoire de maîtrise sur la crise de la régulation des agricultures française et québécoise et la perte de multifonctionnalité de l'agriculture (2004) à l'Université Laval et sa thèse de doctorat sur l'analyse économique néo-institutionnelle de la mise en marché collective du secteur laitier à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

<sup>10</sup> Il s'agit d'une mise à jour du texte suivant : Parent, D. (2001). D'une agriculture productiviste en rupture avec le territoire à une agriculture durable complice du milieu rural. *Téoros*, Été 2001, p.22 à 25. Dans la même veine, mentionnons également l'article suivant qui dénonce les effets de l'agriculture intensive : Parent, D., et F. Fournier (1996). L'agriculture conventionnelle dans un cul-de-sac ou pourquoi le Québec doit se mettre au vert. *L'Agora*. Magazine *L'Agora*, vol 3, no 6.

<sup>11</sup> Julie Ruiz a réalisé une thèse de Doctorat intitulée « Une approche intégrée des paysages en zone d'intensification agricole : dynamique d'évolution, usages et valorisations des populations locales du bassin versant des Aulnages » à l'Université de Montréal. Elle est maintenant professeure à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

l'Université du Québec à Montréal). Le texte de Paul Villeneuve et ses collègues, chercheurs à l'Université Laval, vient également démontrer l'importance de cette multifonctionnalité avec l'exemple des paysages agricoles qui influencent l'implantation des activités touristiques sur le territoire et, du coup, le prix des propriétés résidentielles. La reconnaissance du caractère multifonctionnel de l'agriculture pourrait s'avérer une solution pour favoriser les activités et les fonctions complémentaires de l'agriculture québécoise soulignent plusieurs chercheurs.

*La multifonctionnalité, un objectif à intégrer dans l'action publique*

Les auteurs s'entendent en effet pour dire que la multifonctionnalité est un concept qui pourrait s'intégrer comme objectif dans la politique agricole québécoise, sous certaines conditions toutefois. Plusieurs enjeux et pistes sont mentionnés pour orienter l'action publique que ce soit pour s'arrimer aux différences entre les territoires, intégrer le développement durable et territorial, pour favoriser la relève ou encore la multifonctionnalité des paysages agricoles.

Pour Diane Parent, la multifonctionnalité est étroitement liée à la notion de développement durable qui implique de conserver à long terme les sources de revenus des agriculteurs et leur qualité de vie (viabilité, vivabilité), de favoriser la transmission des entreprises agricoles et l'insertion de l'agriculture dans la dynamique locale de développement (transmissibilité) et d'encourager la qualité écologique des pratiques agricoles (reproductibilité). L'application de la multifonctionnalité pourrait également s'inspirer des théories du développement territorial explique Bruno Jean (2010a, p.227) : « La nécessaire reconnaissance, par

les politiques publiques, du caractère multifonctionnel des territoires ruraux implique une nouvelle perspective d'intervention, celle appelée du développement territorial ».

Annie Royer et Daniel-Mercier Gouin démontrent l'existence de deux agricultures au Québec : l'une représentée par la moitié des fermes qui génèrent moins de 100 000 \$ de revenus bruts annuellement, soit 7 % des revenus bruts totaux de l'agriculture québécoise et l'autre qui est composée de 26 % des fermes québécoises qui génèrent toutefois 80 % des revenus bruts de l'agriculture québécoise. Ils se questionnent alors sur la mise en place de deux politiques agricoles « chacune avec des instruments ciblés sur l'atteinte d'objectifs différents bien que complémentaires en matière de multifonctionnalité » (Royer et Gouin, 2010, p.124).

Même constat du côté de Gérald Domon et Julie Ruiz qui observent également deux dynamiques agricoles au Québec mais cette fois-ci à partir du facteur territoire. Les régions périphériques sont marquées par une forte décroissance des activités agricoles alors, qu'à l'inverse, les régions rurales à proximité du pôle urbain montréalais ont enregistré une croissance des activités agricoles intensives. Pour ces chercheurs, il est important de s'interroger sur les stratégies à mettre en place pour favoriser le caractère multifonctionnel des paysages – c'est-à-dire la valorisation de fonctions multiples et l'intégration des attentes de la population - dans ces zones d'intensification agricole. L'étude de cas du bassin versant de la rivière l'Assomption vient révéler quelques solutions comme la diversification des types de cultures et l'importance des espaces boisés dans les zones d'agriculture intensive autant pour les agriculteurs que les résidents.



Ces dernières années, le patrimoine forestier québécois est mis en valeur avec la reconnaissance de nouveaux usages et l'implication de nouveaux acteurs dans la gouvernance forestière. Une approche qui pourrait être qualifiée de multifonctionnelle expliquent Guy Chiasson, Édith Leclerc, de l'Université du Québec en Outaouais, et Caroline Andrew, de l'Université d'Ottawa. Toutefois, la distance constitue un obstacle d'importance pour la mise en valeur multiressources de la forêt, démontrent-ils. Des politiques publiques qui soutiennent les capacités locales et qui rééquilibrent les rapports de force entre le centre et la périphérie sont nécessaires pour remédier à cet obstacle.

Mario Handfield, professeur à l'UQAR, s'interroge sur l'apport de la multifonctionnalité pour freiner le problème de l'abandon de la succession de la ferme familiale au Québec<sup>12</sup>. Il met ainsi en lumière les difficultés financières des parents de transmettre la ferme (don) tout en s'assurant une retraite convenable. À cet égard, la multifonctionnalité pourrait reconnaître cette contribution sociale et assurer une partie de la pression financière. Mais, convient le chercheur, il s'agit d'une réponse partielle à un problème complexe. Ainsi, l'abandon du processus de succession des entreprises agricoles familiales n'est pas uniquement lié aux dimensions économiques mais également aux dimensions sociales et culturelles. Le tiraillement entre deux modèles valorisés par la société, productiviste et multifonctionnelle, « crée une double pression contradictoire qui en incite plusieurs à abandonner le processus de succession et d'autres à démanteler leur ferme plutôt que de s'y engager » (Handfield, 2010, p.145-146).

*Des approches à saveur québécoise qui partagent plusieurs similitudes avec la multifonctionnalité*

Si la multifonctionnalité n'est pas à l'ordre du jour dans les politiques québécoises actuellement<sup>13</sup>, il n'en reste pas moins que des approches similaires ont été adoptées au Québec rappellent Mario Handfield, Harvey Mead et Bruno Jean. Ainsi, Mario Handfield confronte la multifonctionnalité au concept d'écoconditionnalité, ce dernier concept étant mobilisé dans les politiques québécoises du ministère du Développement durable, Environnement et Parcs pour l'atteinte d'objectifs environnementaux en agriculture. En respectant la réglementation environnementale sur l'écoconditionnalité, les producteurs reçoivent ainsi une aide financière du gouvernement. Ce concept partage donc des similarités avec la multifonctionnalité mais s'en différencie également explique le chercheur : « à l'encontre de l'écoconditionnalité, la multifonctionnalité concerne aussi des aspects sociaux, culturels, patrimoniaux et territoriaux au-delà des dimensions

---

<sup>12</sup> Il s'agit de résultats issus de sa thèse de doctorat intitulée « Étude des facteurs culturels et sociaux dans l'abandon du processus de succession au sein des entreprises agricoles familiales: analyse des logiques et des stratégies des partenaires à partir de la perspective des prédécesseurs familiaux » à l'UQAR.

<sup>13</sup> Mentionnons toutefois qu'en avril 2011, le MAPAQ a lancé le « programme pilote d'appui à la multifonctionnalité de l'agriculture ». Ce programme vise à soutenir les petites entreprises agricoles dans 56 MRC québécoises lorsque celles-ci contribuent à la valorisation de fonctions telles que la mise en valeur des paysages, l'attractivité des territoires, etc. Toutefois, les montants accordés restent timides (Beaulieu, 2011) et la multifonctionnalité est envisagée dans une vision très étroite. Il témoigne toutefois de la volonté du gouvernement d'appuyer des alternatives au modèle agricole productiviste.

économiques et environnementales » (Handfield, 2010, p.143).

Harvey Mead, fondateur de l'organisme Nature Québec/UQCN<sup>14</sup>, s'intéresse également aux apports des concepts de l'écoconditionnalité et de la multifonctionnalité pour relever le défi généré par les conflits d'usage sur les territoires ruraux. Il propose ainsi de considérer l'approche mise en place par la Politique nationale de l'eau sur les 33 bassins versants du Québec qui préconise une gestion territoriale axée sur le dialogue et la concertation. L'eau, souligne-t-il, est un enjeu important pour les territoires agricoles.

Finalement, Bruno Jean démontre les similitudes entre le discours de la multifonctionnalité et le concept d'aménagement intégré des ressources apparu dans les années 1970 avec l'expérience JAL, un mouvement contestataire en faveur d'une approche de développement territorial dans l'est du Québec. L'aménagement intégré « désigne une approche de développement territorial qui valorise un mode de vie reposant sur la pluriactivité des ménages ruraux basée sur l'exploitation de plusieurs ressources et du travail saisonnier dans plusieurs activités. Un tel concept signifiait aussi une opposition à la vision unifonctionnelle de l'aménagement du territoire » explique-t-il (Jean, 2010a, p.212). Ce concept est toujours populaire aujourd'hui notamment dans les projets entourant l'aménagement de la forêt et dans la gestion des bassins versants.

## Conclusion

Ces études, qui mobilisent le

développement territorial et la multifonctionnalité, démontrent la présence d'une dynamique territoriale en agriculture au Québec. Ces dynamiques apparaissent sous la forme de trois principaux constats :

- D'abord, d'une région à l'autre, les spécificités des territoires agricoles changent. Les dynamiques des territoires périurbains et ruraux sont différentes, mais également les territoires à l'intérieur de celles-ci.
- L'innovation et la redynamisation des territoires agricoles passent souvent par les stratégies des acteurs en place qui cherchent des réponses à l'inefficacité du modèle productiviste.
- Dans ces dynamiques, non seulement les agriculteurs sont-ils impliqués mais également les non-agriculteurs, notamment les dispositifs de développement territorial.

Ces dynamiques sont toutefois peu valorisées dans les politiques publiques agricoles qui sont plutôt orientées vers le soutien du modèle agricole productiviste. Ce qui a généré plusieurs contraintes : perte de fonctions agricoles, dont le paysage, rupture avec le territoire, frein aux innovations...

La solution réside dans la valorisation d'autres modèles par les politiques publiques agricoles aux mêmes titres que le modèle agricole productiviste car ce dernier

---

<sup>14</sup> L'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), organisation-conseil du gouvernement en matière d'environnement, a également produit un rapport intitulé « La contribution du concept de multifonctionnalité à la poursuite d'objectifs de protection de l'environnement » en 2002 présenté aux ministères de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et de l'Environnement du Québec (MENV).

ne convient pas à tous les milieux. D'autres stratégies pourraient être mieux adaptées. Ainsi, dans les recommandations préconisées pour soutenir l'agriculture, l'État est souvent le premier acteur sollicité. Son appui doit ainsi s'adapter aux différents modèles de fermes et aux différents territoires et, du coup, renforcer les capacités de développement des acteurs en place, agriculteurs et autres. À cet égard, il faut assurer une qualité de vie aux agriculteurs et soutenir la relève agricole.

À ce titre, la multifonctionnalité est de plus en plus identifiée comme un objectif à intégrer dans les politiques publiques agricoles. Des recherches ont démontré que cette multifonctionnalité est déjà en place dans certains territoires même si elle n'est pas valorisée dans les politiques publiques. Les liens entre la multifonctionnalité et le territoire sont indéniables. La multifonctionnalité permet en effet de valoriser les dynamiques territoriales avec la participation des acteurs en place qui choisissent les stratégies et les fonctions agricoles prioritaires dans le développement. En somme, ces recherches viennent témoigner de la pertinence de fouiller davantage les dynamiques territoriales pour mieux les comprendre et valoriser leurs potentiels d'innovation.

## **2.2 Environnement, paysage et territoire**

Étroitement lié à la multifonctionnalité, un nouveau courant émerge chez les scientifiques d'ici et d'ailleurs qui dénonce les effets du modèle agricole productiviste en place et qui intègre l'analyse territoriale. Au Québec, ces réflexions ont toutefois été plus tardives (Jean, 1997, p.120). En fait, ce n'est que depuis les années 1990 qu'on voit apparaître la construction d'une critique du

modèle agricole en place et l'émergence d'un conflit dans l'espace politique (Silvestro, 2009, p.81). Nous avons relevé cinq principales contributions qui concernent l'environnement et le paysage.

Tout d'abord, soulignons les travaux de l'équipe du chercheur Gérald Domon à la Chaire en Paysage et Environnement de l'Université de Montréal qui traitent des paysages agricoles et des transformations de l'agriculture au Québec (Domon et Ruiz, 2008 ; 2007 ; Domon, 2006a ; 2006b ; 2004 ; Ruiz et Domon, 2005 ; Paquette et *al.*, 2005 ; Roy et *al.*, 2005 ; Paquette et Domon, 1999 ; Schmucki, et *al.*, 2002). Les liens entre l'agriculture, le paysage et le territoire sont étroits rappellent d'ailleurs Gérald Domon et Julie Ruiz (2007). L'agriculture a façonné les paysages, exceptionnels parfois, et constitue un élément de fierté pour les agriculteurs. Ce paysage est également un lien entre les agriculteurs et les non-agriculteurs, souvent le seul contact. De plus, de nouvelles productions ont misé sur la qualité des paysages comme valeur ajoutée (Domon et Ruiz, 2007).

Plusieurs constats se dégagent de ces travaux de recherche. Nous en avons retenu quelques-uns. D'abord, il y a eu une diminution drastique de l'agriculture au Québec. Les chercheurs ont toutefois observé un clivage important entre les régions : d'une part, une marginalisation de l'agriculture dans certaines régions marquées par des paysages en friches ; d'autre part, l'intensification des pratiques agraires des régions des basses terres de la Montérégie, du Centre-du-Québec, de Lanaudière et de Chaudière-Appalaches (Ruiz et Domon, 2005 ; Paquette et Domon, 1999 ; Roy et *al.*, 2005). L'évolution de l'agriculture vers le modèle productiviste a aussi favorisé une uniformisation du

paysage (Ruiz et Domon, 2005). En outre, ils ont observé une dissociation entre les dynamiques agricoles et les dynamiques démographiques (Paquette et Domon, 1999 ; Roy *et al.*, 2005).

Gérald Domon et Julie Ruiz (2007) ont également présenté un mémoire à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) qui propose une synthèse de leurs travaux sur l'agriculture et le paysage. Parmi les recommandations émises dans ce document, les chercheurs identifient le soutien aux initiatives en émergence qui encouragent la protection et la mise en valeur des paysages. Ils recommandent également la reconnaissance de la multifonctionnalité des territoires, du maintien de la diversité des agricultures et des contextes géographiques et sociaux comme une avenue souhaitable.

Cette reconnaissance et ce soutien passe notamment par : - une territorialisation des aides à l'agriculture. Les enjeux liés aux zones de déprise et aux zones d'intensification agricole réclament des mesures spécifiques de soutien tenant compte des réalités biophysiques et socio-économiques propres à chaque contexte. De nombreux pays occidentaux ont d'ailleurs choisi de moduler leurs soutiens à l'agriculture en fonction des particularités et des enjeux propres à chaque territoire, voire à chaque ferme. Une telle mesure impliquera forcément une redistribution des aides à l'agriculture à partir de celles déjà existantes (Domon et Ruiz, 2007, p.37).

La deuxième contribution que nous avons relevée en ce qui a trait à l'agriculture et l'environnement est celle de Guy Debailleul, professeur à l'Université Laval

au Département d'économie agroalimentaire et sciences de la consommation et titulaire de la Chaire en développement international. Il s'intéresse aux impacts environnementaux et économiques du processus d'intensification de l'agriculture québécoise qui, estime-t-il, est lourd de conséquences (Debailleul, 1998 ; Debailleul *et al.*, 2003 ; Debailleul et Ménard, 1991). Du coup, il est également l'auteur de plusieurs publications qui analyse les performances des politiques environnementales et agricoles. Parmi celles-ci, mentionnons la comparaison des réglementations des productions agricoles intensives du Québec avec celles de différents pays (Debailleul, 2008 ; 2002 ; Debailleul et Boutin, 2004) ; les dualités de la politique agricole fédérale et de la politique agricole québécoise (Debailleul et Mercier Guin, 1998) ; les politiques agricoles et mesures de soutien à l'agriculture familiale dans les principaux pays de l'OCDE (Debailleul et Fournier, 2007) ; les incitations économiques pour la conservation de la biodiversité dans le secteur agricole (Debailleul, 1997). Rappelons également que la multifonctionnalité compte parmi ses objets d'études (Debailleul, 2001; Groupe de travail sur la multifonctionnalité des territoires ruraux, 2011).

En outre, il s'intéresse depuis longtemps à la déstructuration du milieu rural et aux rôles des mesures agricoles (Debailleul, 1991). Avec Denis Boutin<sup>15</sup>, agronome et économiste au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs,

---

<sup>15</sup> Denis Boutin a réalisé son mémoire de maîtrise (1999) intitulé « agriculture et ruralité québécoises : analyse des impacts socio-spatiaux de quelques caractéristiques structurelles des exploitations » sous la direction de Guy Debailleul à la faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval.

ils ont démontré que le degré d'intégration des entreprises agricoles dans leur communauté locale varie selon la dimension des fermes, la spécialisation dans l'élevage porcin et la diversification des productions (Boutin, 1999).

Même dans les principales régions agricoles, explique Guy Debailleul, on s'aperçoit que les retombées économiques et sociales de l'agriculture sur le milieu local sont de plus en plus faibles. Nous avons démontré à ce sujet il y a quelques années que les petites et moyennes exploitations laitières étaient les fermes qui entraînaient le plus de retombées économiques et sociales locales. À l'inverse, les grandes exploitations porcines avaient peu de retombées (Debailleul, 2009, p.99)<sup>16</sup>.

Denis Boutin (2004) signe également un article qui trace un portrait dans le temps des mesures agroenvironnementales adoptées qui ont eu, estiment-ils, des effets limités et propose d'autres façons d'aborder la politique agricole afin d'y intégrer le développement durable.

La troisième contribution signée par Éric Montpetit (1999) politologue à l'Université de Montréal arrive toutefois à des conclusions différentes. L'article examine les politiques environnementales à la lumière du corporatisme multipartite québécois. En effet, la formulation de politiques environnementales québécoises est le résultat d'un partenariat entre l'État et la société civile représentée par l'Union des producteurs agricoles et l'Union québécoise pour la protection de la nature (UQPN), une association pour la protection de l'environnement. En comparant les performances environnementales de l'Ontario et de la Caroline du Nord, le chercheur conclut à l'adoption de politiques

environnementales performantes au Québec. La collaboration entre l'État et deux acteurs clés de la société civile, agriculteurs et environnementaliste, a ainsi permis d'instaurer un compromis entre les intérêts économiques des agriculteurs et l'adoption de règlements réellement contraignants en matière de protection environnementale. « En d'autres termes, loin d'être dépassé, le corporatisme québécois continue d'être une structure politique efficace » explique Montpetit (1999, p.81).

La quatrième contribution sur le thème de l'environnement a été réalisée dans la foulée de la crise du développement durable soulevée par la production porcine. Denise Proulx, journaliste spécialisée en environnement, en agriculture et en développement social, et Lucie Sauvé titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement de l'UQAM, codirigent cet ouvrage (2007) dont le titre « Porcheries ! Porcheries ! La porciculture intempestive au Québec ! » annonce d'entrée de jeu ses couleurs.

L'ouvrage dresse un portrait politique, économique, agronomique, environnemental et social de la production intensive du porc au Québec et donne la parole à plusieurs acteurs qui dénoncent les

---

<sup>16</sup> Cette citation est tirée d'un ouvrage dirigé par Jean-François Rousseau et Olivier Durand avec la participation de Rodolphe De Koninck (2009). Ce livre intitulé « Une seule terre à cultiver. Les défis agricoles et alimentaires mondiaux » est principalement orienté vers une analyse à l'échelle mondiale. Toutefois, la deuxième partie de l'ouvrage cède la parole à 23 experts qui identifient les enjeux dans le secteur agricole. Les enjeux identifiés sont souvent à l'échelle mondiale mais certains experts comme Guy Debailleul ou Bruno Jean posent un regard sur le Québec.

dysfonctionnements du modèle agricole productiviste. Il retrace également l'histoire des luttes locales contre l'implantation de porcherie industrielle et prône pour une écocitoyenneté.

Finalement, mentionnons un rapport de l'Institut national de santé publique du Québec (Brisson, Richardson et Gagné, 2010)<sup>17</sup> sur la relation entre l'agriculture et la qualité de vie des communautés rurales et périurbaines. Le rapport démontre qu'il existe au Québec, à différents degrés, des politiques publiques qui intègrent des préoccupations liant l'agriculture et la qualité de vie des communautés. Elles sont toutefois éparpillées dans différents ministères : au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) bien sûr, mais également au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. (MDDEP) et au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et certaines sont sous la responsabilité des municipalités. « La plupart sont axées vers la production agricole, mais certaines manifestent une ouverture pour les sujets de la cohabitation et de l'acceptabilité sociale. Cependant, les moyens pour atteindre ces objectifs paraissent peu développés » (Brisson et al., 2010, p.36). De plus, il y a peu de liens entre ces différentes politiques qui travaillent en vase clos. Suite à une analyse des politiques dans d'autres pays, les auteurs concluent qu'il est possible et souhaitable d'adopter des politiques publiques agroalimentaires plus favorables à la santé et au bien-être des populations en milieu rural au Québec. À cet égard, le rapport propose des pistes d'interventions. Parmi celles-ci, mentionnons une meilleure coordination entre les ministères, l'adoption d'une approche globale et une reconnaissance de la mixité du territoire et

de sa multifonctionnalité. À cet égard, la question territoriale fait partie des solutions : « une perspective territoriale plutôt que sectorielle favoriserait l'harmonisation des préoccupations d'aménagement du territoire, de développement rural et de gestion environnementale avec les politiques agroalimentaires » (Brisson et al., 2010, p.66).

## Conclusion

Les études sur l'environnement et le développement durable adoptent souvent une perspective macro en s'intéressant aux politiques, aux règlements ou encore aux impacts environnementaux. L'originalité des recherches présentées dans cette section réside dans le fait qu'elles ont également mobilisé une analyse méso avec une entrée territoriale pour aborder les enjeux environnementaux et de développement durable. L'un des constats qui se dégagent est l'intensification de l'agriculture productiviste au Québec qui a engendré une déconnexion entre la pratique agricole et son milieu d'implantation ainsi que des impacts environnementaux, sociaux et économiques. La crise de la production porcine a d'ailleurs révélé les luttes locales pour contrer les effets négatifs d'une agriculture déconnectée des enjeux territoriaux. Ici aussi, les recommandations sont dirigées vers l'État afin qu'il soutienne davantage les nouvelles initiatives et les stratégies des acteurs locaux et crée une meilleure cohésion entre ses politiques sectorielles.

---

<sup>17</sup> Mentionnons également trois autres articles concernant l'élevage porcin au Québec et l'impact sur la qualité de vie (Brisson et al., 2009a; 2009b; Brisson, 2008).

### 2.3 Syndicalisme agricole et ouvrages historiques

Dans cette partie, nous retraçons les ouvrages sur le syndicalisme agricole et les ouvrages historiques qui remontent jusqu'en 1995.

L'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA), qui regroupe l'ensemble des agriculteurs québécois, est un acteur de premier plan au Québec. Depuis 1995, deux principaux ouvrages, qui s'inscrivent dans une perspective historique, ont été consacrés à mieux comprendre l'évolution et les luttes de ce syndicat. Le mouvement paysan, un nouvel acteur québécois, fait également son apparition dans l'analyse des enjeux agricoles avec de nouvelles publications et analyses.

Intitulé « Politique et syndicalisme agricoles au Québec », le premier ouvrage, publié tout récemment (2010), est signé par Michel Morisset<sup>18</sup>, professeur titulaire à l'Université Laval, en collaboration avec Jean-Michel Couture. Cet ouvrage incontournable pour quiconque s'intéresse à l'agriculture décortique le discours, les stratégies, les représentations, les rôles, les revendications et les luttes des agriculteurs québécois autour de quatre principaux thèmes : l'agriculture et le projet national ; la montée du libéralisme et son influence sur l'agriculture ; les relations des agriculteurs avec le gouvernement et la société ; la montée du mouvement paysan québécois. Au fil des pages, le lecteur saisit davantage le rôle crucial joué par le syndicalisme agricole québécois et les positions adoptées, qui sont, rappellent les chercheurs, « le fruit d'un arbitrage constant entre les différentes visions de développement de l'agriculture proposées au fil des années » (Couture et Morisset, 2010, p.270). De plus, les positions et

stratégies des agriculteurs n'évoluent pas en vase clos. Ils sont constamment influencés par la société et l'action publique. Soulignons, à cet effet, que l'UPA a d'abord rejeté le paradigme néolibéral et le libre-échange. C'est seulement sous la pression étatique et internationale, qu'elle a cédée et s'y est insérée de plain-pied avec l'adoption d'une stratégie de « conquête des marchés » en 1992 (Morisset, 2010).

En outre, l'ouvrage s'attarde à l'histoire récente de l'agriculture (1960 à 2000) et aborde donc les nouveaux enjeux du monde agricole en liens avec les préoccupations de la société québécoise. Comme le mentionnent les auteurs, « toute une gamme d'intervenants s'intéresse désormais aux enjeux agricoles » tels que l'environnement, la santé, l'occupation du territoire et le développement régional (Couture et Morisset, 2010, p.322). À cet égard, le dernier chapitre de l'ouvrage retrace la montée d'un contre-discours qui s'oppose à celui de l'UPA, relate la consolidation de l'Union paysanne, « une organisation nationale politiquement active en matière d'environnement et de développement régional », tout en analysant les implications pour le milieu agricole québécois. Ce mouvement paysan puise ses racines, selon les auteurs, dans le courant du développement régional (qu'ils appellent également « ruralisme québécois ») et le courant de protestation et de préoccupations environnementales. « Ensemble, ces deux courants, ou tendances sociales, auront regroupé un grand nombre d'exclus d'un modèle d'agriculture jugé productiviste et feront partie de ceux qui, le plus activement, rechercheront une solution à leurs problèmes » (Couture et Morisset, 2010, p.280). L'UPA, même si elle « n'a jamais toléré que des intervenants tiers puissent venir s'ingérer en agriculture et dans ses sphères d'influences

connexes » (Couture et Morisset, 2010, p.321) ne pourra rester insensible à ces préoccupations comme en témoigne une réorientation de leur stratégie en 2007 avec l'adoption du concept de souveraineté alimentaire. La définition de ce concept reste toutefois ambiguë selon les auteurs.

Le deuxième ouvrage sur le syndicalisme agricole est signé par les historiens Jean-Pierre Kesteman, Guy Boisclair et Jocelyn Morneau ainsi que Jean-Marc Kirouac, acteur important de l'UPA. Il retrace l'histoire de l'Union des producteurs agricoles à partir de sa fondation en 1924<sup>18</sup>. La première édition de cet ouvrage a été publiée en 1984 suite à une demande de l'UPA pour souligner ses 60 ans d'existence. Elle a été remise à jour en 2004 intégrant un portrait des dernières années de ce syndicat. Cet ouvrage demeure un incontournable pour la compréhension de l'histoire du syndicalisme, de l'agriculture québécoise, des luttes menées et l'implantation du modèle agricole productiviste.

Cet ouvrage a toutefois fait l'objet d'une critique importante dans la revue *Recherches sociographiques* par Marco Silvestro (2006). Si ce dernier reconnaît la pertinence et la qualité historiographique de l'ouvrage, il identifie néanmoins plusieurs lacunes en se référant aux critiques émises lors de sa première parution en 1984 par Claude Beauchamp (1985) et Jean-Claude Robert (1988). Il note, pour la période de 1972 à nos jours, une diminution de la richesse et de l'interprétation de l'information que ce soit dans le rôle majeur joué par les différentes fédérations régionales et spécialisées, les structures syndicales qui se sont d'abord développées à l'extérieur de l'UPA avant de rejoindre ses rangs dix ans plus tard (le quart des structures spécialisées dont la Fédération de

l'agriculture biologique du Québec et la Quebec Farmers' Association), les relations de l'UPA avec d'autres organisations de la société québécoise, la problématique de la cohabitation sociale et économique en zone agricole ainsi que sur les conflits à l'intérieur du monde agricole, notamment avec les coopératives. Silvestro regrette également l'absence d'information sur l'Union paysanne créée en 2001 pour défendre une agriculture diversifiée, écologique et créatrice d'emploi et dénoncer le monopole syndical de l'UPA. Plutôt que de miser sur les ressemblances explique Silvestro (2003 ; 2006 ; 2009), il faut s'intéresser également aux différences et à la diversité du monde agricole, une perspective qui n'a pas encore fait l'objet de recherche d'envergure. Soulignons que ce constat est également repris dans le livre de Michel Morisset : « Il est d'ailleurs symptomatique que les auteurs s'étant intéressés à l'évolution des idéologies en agriculture au Québec se soient exclusivement intéressés aux positions adoptées par l'UCC/UPA – jusqu'à tout récemment du moins » (Couture et Morisset, 2010, p.268).

Cette critique a ainsi servi d'argumentaire à Marco Silvestro pour justifier la pertinence de sa thèse de doctorat en sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) qui, tout en retraçant l'évolution de l'agriculture et de ses principaux acteurs (l'État, le syndicat majoritaire, les entreprises), démontre comment s'organise la contestation du régime agroalimentaire québécois à travers l'histoire de l'Union paysanne (Silvestro, 2009 ; voir également Silvestro, 2007 ; 2006 ; 2003). « L'émergence de la "nouvelle question agraire", dont l'Union paysanne offre un

---

<sup>18</sup> Autrefois appelée l'Union catholique des cultivateurs (UCC).



exemple patent, se caractérise [...] par l'élargissement de la palette des acteurs impliqués et par une redéfinition parfois radicale des enjeux » explique-t-il (Silvestro, 2007, p.128). Il observe toutefois de nombreux obstacles dans la consolidation de ce mouvement, dont celui de finalités différentes entre les agriculteurs et les citoyens. « L'incompréhension mutuelle doublée d'un sentiment d'urgence en provenance des agriculteurs a empêché un réel dialogue » explique le chercheur (Silvestro, 2009, p.441). Soulignons également la pertinence du premier chapitre de sa thèse qui passe en revue la littérature sur les organisations d'agriculteurs au Québec. Il y fait plusieurs constats intéressants qui s'appliquent à notre sujet d'étude qui combine agriculture et territoire. Nous y référons d'ailleurs à quelques reprises en introduction de ce document.

Pour en savoir davantage sur les lignes de pensée de l'Union paysanne, mentionnons également l'ouvrage « *Plaidoyer pour une agriculture paysanne* » (2002), écrit par Roméo Bouchard, l'un des fondateurs de l'Union Paysanne. Il dénonce l'agriculture industrielle et prône pour une agriculture paysanne.

Finalement, soulignons un ouvrage signé par l'historien Jacques Saint-Pierre (1997) qui retrace l'histoire de la coopérative fédérée, la plus importante coopérative agricole du Québec dont une centaine de coopératives sont affiliées ainsi qu'un ouvrage qui retrace l'histoire agricole du Saguenay-Lac-Saint-Jean de 1838 à 2005 (Côté, 2005).

## **Conclusion**

Même si l'analyse préconisée dans les

études historiques et syndicales reste principalement au niveau macro, elles viennent tout de même révéler des éléments intéressants pour éclairer l'analyse territoriale. Ainsi, ces ouvrages retracent l'implantation du modèle agricole productiviste au Québec et l'évolution des enjeux agricoles d'hier à aujourd'hui. L'UPA, acteur de premier plan dans le développement agricole au côté de l'État, est souvent aux premiers plans dans ses ouvrages. Au cours des dernières années, apparaissent toutefois de nouvelles préoccupations dans la société et de nouveaux acteurs sur la scène publique. Parmi ses préoccupations, le développement territorial se glisse parmi les enjeux qui s'accroissent dans la société québécoise.

## **2.4 Les rapports de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) et autres**

Le gouvernement du Québec a créé la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) en 2007 afin d'établir un diagnostic de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, examiner l'efficacité des interventions publiques et formuler des recommandations pour l'avenir de ce secteur. La richesse en termes de connaissances qui émanent du rapport synthèse et des 720 mémoires déposés par une panoplie d'acteurs ainsi que des études commandées pour éclairer certaines questions est importante<sup>19</sup>. Pour Couture et

---

<sup>19</sup> Dans la même veine, mentionnons également le rapport synthèse issu de la consultation publique sur le développement durable de la production porcine au Québec par le Bureau d'audience publique sur l'environnement (BAPE) en 2003 intitulé « *L'inscription de la production porcine dans le développement durable* ».

Morisset (2010, p.331), la mise sur pied de la CAAAQ et ses conclusions « constitue une indication que la reformulation et l'élargissement de la question agricole au Québec étaient devenus une nouvelle réalité politique ».

Deux autres rapports ont également suivi afin d'évaluer plus spécifiquement la protection du territoire agricole (Ouimet, 2009) et les programmes de sécurité du revenu agricole (Saint-Pierre, 2009). Une série de constats et de recommandations sont identifiés dans ces rapports pour dégager une vision d'avenir pour les vingt prochaines années et proposer les assises d'une future politique agricole. Nous en avons retenu quelques-unes qui impliquent les nouvelles initiatives agricoles et les territoires.

Le rapport Pronovost (CAAAQ, 2007) souligne plusieurs difficultés auxquelles font face les nouvelles initiatives agricoles. Le soutien aux entreprises agricoles de petite taille à plus faible volume ainsi que celles qui misent sur des productions originales est déficient. Ces initiatives n'ont pas accès aux principaux programmes d'aide financière et sont peu soutenues par la recherche, le transfert technologique, les services-conseils et la formation. La Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, qui ne permet pas le morcellement des terres, priorise les fermes de moyenne et de grande taille et freine le développement de l'agrotourisme. Les activités des producteurs-transformateurs sont peu encouragées, ce qui se traduit, dans plusieurs régions, par une faible présence d'entreprises de transformation des aliments. Même constat du côté des circuits courts et des activités complémentaires de l'agriculture qui ne sont pas encouragées techniquement et financièrement. En outre, le programme d'assurance stabilisation

incite l'agriculteur à délaissé les productions novatrices aux profits des productions conventionnelles dont les risques sont assumés aux deux tiers par le gouvernement. Lors de sa mise en place il y a 40 ans, ce programme visait à soutenir la modernisation et l'augmentation de la taille des fermes québécoises (Saint-Pierre, 2009, p.8). Mais aujourd'hui, quatre productions (maïs-grain, veau d'embouche, porc et porcelet) ont perçu 64 % des aides en 2006 et parmi celles-ci, ce sont les entreprises de grande taille qui ont été le plus avantagées puisque l'ASRA verse des compensations en fonction du type et du volume de production (CAAAQ, 2007, p.59). Certaines fermes de grande taille ont une compensation supérieure à leur déficit réel. Ce système crée aussi d'importantes disparités entre les régions québécoises. En 2006, les régions de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec se sont réparti 64 % des compensations de l'assurance stabilisation des revenus agricoles (CAAAQ, 2007, p.61).

Ces constats sont similaires à une étude réalisée par Agriculture et agroalimentaire Canada (Chinnakonda et Telford, 2007, p.45) qui explique : « Bon nombre de politiques relatives à l'agriculture, à la santé et à la sécurité gênent la production agricole à petite échelle ainsi que la vente de produits à la ferme, et, dans certains cas, rendent ces activités impossibles à réaliser ». De plus, la faible présence d'installations locales de traitement comme les abattoirs et de chaînes efficaces de distribution des aliments à l'échelle locale ainsi que la difficulté d'accès à des terres engendrent des difficultés de taille pour la vente de produits localement (Chinnakonda et Telford, 2007, p.46).

Le rapport de la Commission Pronovost

estime, suite aux nombreux témoignages reçus, que les politiques agricoles murs à murs ne sont plus adéquates à la pluralité des situations sur les territoires. Elle évoque, à cet égard, la tendance à la décentralisation des politiques agricoles dans plusieurs pays afin de s'adapter aux différentes réalités des territoires. Dans cette lignée, le rapport de la Commission recommande « que le territoire agricole serve d'assise au développement rural, dans une perspective de multifonctionnalité de l'agriculture et d'occupation dynamique du territoire » (CAAAQ, 2007, p.208). Les rapports Saint-Pierre (2009) et Ouimet (2009) proposent également des mesures qui se modulent aux particularités des régions et encouragent la diversification et le développement d'activités complémentaires à l'agriculture.

Les recommandations de ce rapport n'ont toutefois pas fait consensus, notamment auprès des agriculteurs qui craignent, non sans raison, la remise en question des piliers de la politique agricole.

C'est dans cette veine que le rapport signé par David Dupont<sup>20</sup> et Robert Laplante (2010), chercheurs à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), s'inscrit. « Le rapport Pronovost : un diagnostic partiel, une analyse tronquée » annonce le ton de ce rapport qui porte un jugement sévère sur les conclusions du rapport Pronovost. L'analyse a été saluée par l'UPA qui a d'ailleurs commandé cette étude. Ce rapport vise « à démontrer que le rapport de la Commission repose sur une lecture partielle et inadéquate des principaux paramètres qui charpentent les défis actuels de l'agriculture québécoise » (Dupont et Laplante, 2010, p.1). Soulignons toutefois que plusieurs enjeux identifiés dans le rapport Pronovost, dont ceux touchant les territoires et les

nouvelles initiatives, ne sont pas évoqués dans ce rapport. On pourrait, ici aussi, parler d'un diagnostic partiel étant donné que les chercheurs s'intéressent à des enjeux ciblés et font une lecture du rapport Pronovost à la lumière de certains mémoires déposés par les grandes entreprises agricoles québécoises. Ceci étant dit, nous avons retenu deux principales critiques qui nous apparaissent pertinentes dans ce rapport.

D'abord, les auteurs rappellent les apports du modèle agricole québécois par une analyse historique des rôles, fonctions et services de l'UPA « véritables acteurs économiques », des raisons de sa représentation unique et de la mise en place des principaux piliers, notamment la mise en marché collective et la gestion l'offre. Ce modèle, expliquent les auteurs, a constitué et constitue encore aujourd'hui des sources d'innovations importantes et est original dans le complexe agroalimentaire continental, voire mondial. « Cela a donné à notre agriculture un espace d'autonomie enviable. Elle est restée plus largement qu'ailleurs sous contrôle local et moins impitoyablement qu'ailleurs sous la botte des stratégies d'affaires des grandes corporations. Ce n'est pas un mince acquis » expliquent les chercheurs (Dupont et Laplante, 2010, p.13). Le rapport met ainsi en garde contre les changements dans ce modèle qui pourraient accroître la vulnérabilité de l'agriculture québécoise.

Ensuite, le rapport estime que la dynamique du nouvel ordre agroalimentaire mondial et l'hégémonie des grandes entreprises de

---

<sup>20</sup> Issu de son mémoire de maîtrise, David Dupont a publié un ouvrage intitulé « Une brève histoire de l'agriculture au Québec. De la conquête du sol à la mondialisation » (2009) qui démontre notamment l'emprise des distributeurs au Québec dans la filière agricole.

distribution au Québec ont été sous-évaluées dans le rapport Pronovost. Pour les auteurs, cet enjeu est primordial car il conditionne l'agriculture québécoise et laisse peu de marge de manœuvre aux agriculteurs et acteurs de la transformation et de la production. « La montée en puissance des distributeurs a profondément modifié la donne pour l'industrie agroalimentaire québécoise. Aussi bien la transformation que la production ont dû réagir aux conditions que leur impose un modèle dont ils sont pour la plupart captifs » (Dupont et Laplante, 2010, p.31). Les chercheurs démontrent aussi que l'épicier Metro est l'un des seuls distributeurs québécois et s'étonnent, du coup, de l'actionnariat de cette entreprise détenu principalement par des étrangers. Or, il suggère que les grands acteurs du monde rural québécois s'accaparent une part significative de ce capital action. « Cela leur donnerait des outils pour participer aux orientations de l'entreprise et des moyens pour être en mesure de créer des alliances stratégiques qui pourraient sécuriser le contrôle et garantir ainsi une protection de l'accès à la grande distribution pour les agriculteurs et les transformateurs du Québec » (Dupont et Laplante, 2010, p.36).

## **Conclusion**

Les audiences publiques de la CAAAQ sont venues confirmer la diversité des acteurs qui s'intéressaient aux enjeux agricoles au Québec. Parmi les enjeux qui affectent le développement agricole, plusieurs émanent d'une non-reconnaissance des différents territoires agricoles au Québec, ce qui constitue un frein à l'innovation et entraîne des disparités régionales. La décentralisation des politiques publiques et la multifonctionnalité figurent parmi les solutions préconisées. Toutefois, les débats

soulevés par la CAAAQ éveillent également une certaine crainte chez les agriculteurs et ses représentants. Ainsi, les solutions à venir ne doivent pas fragiliser le développement des entreprises agricoles déjà ébranlées par les différents enjeux entourant la mondialisation et le jeu de pouvoir des grandes entreprises de distribution dans le marché.

## **2.5 Les nouvelles activités et initiatives agricoles**

Plusieurs ouvrages mentionnent l'apparition de nouvelles initiatives dans le domaine agricole au cours des dernières années sans vraiment toutefois les analyser. Depuis quelques années émergent en effet de nouvelles formes d'agriculture au Québec qui misent sur la qualité des produits (bio, terroirs) et de nouvelles activités et initiatives qui viennent soutenir cette agriculture.

La visibilité de ces initiatives s'accroît dans la sphère publique que ce soit dans les journaux et revues d'actualités ou encore ceux spécialisés en agriculture comme le journal hebdomadaire la Terre de chez nous (UPA), la Revue Le coopérateur (la Coop fédérée), le Bulletin des agriculteurs, le nouveau mensuel La Vie Agricole (Journal indépendant). Diffusée à Radio-Canada, l'émission la Semaine verte qui présente plusieurs reportages sur l'agriculture québécoise rejoint également un auditoire important chaque semaine.

De plus en plus de périodiques consacrent l'un de leur numéro aux nouveaux enjeux agricoles et aux nouvelles initiatives : « villes et campagnes, une complicité à cultiver » dans la revue Développement social (2010) ; « la souveraineté alimentaire » dans la revue Possibles

(Caouette, 2010) ; « la ruralité plurielle » dans le magazine Mouton noir (2010) ; « vers une nouvelle ruralité territorialisée » dans la revue Organisations et territoires (Joyal et Batal, 2008) ; « l'agriculture au Québec : enjeux primordiaux pour son avenir » dans la revue électronique environnementale FrancVert (2008) ; « l'agriculture et la souveraineté » dans la revue sociale et politique À Babord (Côté, 2008) ; « notre alimentation : un choix de société » (2005) et « l'agriculture insoutenable » (2002) dans la revue Relations ; « le Québec agricole » (2001) dans le Magazine L'Agora. L'État du Québec, une revue annuelle de l'actualité québécoise de l'Institut du Nouveau Monde en collaboration avec l'Association francophone pour le savoir (Acfas), a publié également des articles liés à l'agriculture (Dugas, 2006 ; Deglise, 2006 ; Boutin, 2005 ; Martin, 2004 ; Beaudry, 2003 ; Lesage, 2003 ; de Blois Martin, 2003 ; Papillon, 2001 ; Francoeur, 1998).

Différents rapports et portraits statistiques sur l'agriculture et ses entreprises sont réalisés régulièrement, notamment par l'UPA<sup>21</sup>, le MAPAQ et Agriculture et Agroalimentaire Canada. Ces innovations font également l'objet de présentations dans des colloques reliés au développement territorial. Mentionnons à ce titre, l'Université rurale québécoise à tous les deux ans, la Conférence nationale de Solidarité rurale du Québec à tous les ans ainsi qu'une journée de réflexion sur les coopératives dans la restructuration des organisations agroalimentaires lors de la Conférence internationale « Quel projet de société pour demain » en 2010 et une Université d'été sur la Souveraineté alimentaire organisée par le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) en 2010.

Malgré cette forte visibilité, les travaux de recherche sur ces initiatives sont peu nombreux. Il faut dire qu'il s'agit d'un phénomène nouveau au Québec et, à cet égard, les chercheurs commencent à peine à s'y intéresser. D'ailleurs, plusieurs étudiants en sciences sociales et humaines orientent leurs mémoires ou thèses sur ces sujets<sup>22</sup>. Signe que les recherches sur cette agriculture nouvelle augmenteront dans les prochaines années. Nous nous attarderons toutefois aux travaux qui ont fait l'objet d'une publication. Nous en avons repéré quelques-uns sur les produits du terroir, l'agriculture biologique, l'agrotourisme, les jardins collectifs et communautaires, les coopératives, les marchés de solidarité et les circuits courts que nous vous présentons dans cette partie.

### **2.5.1 Les produits du terroir**

Parmi les nouvelles initiatives en agriculture, les produits du terroir sont certes la thématique qui a suscité le plus d'intérêt chez les chercheurs.

En 1996, le Québec adoptait une loi sur les appellations réservées. Cette reconnaissance des produits du terroir est étudiée comme une innovation par l'équipe de Carole Chazole, enseignante-chercheure au Laboratoire d'Études Rurales (Université Lyon 2) et Rémy Lambert, de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation et du Centre de recherche en économie

---

<sup>21</sup> Nous voudrions souligner l'étude intitulée « Retombées économiques de l'agriculture pour le Québec et ses régions » (Eco ressources, 2009) préparée pour l'UPA qui démontre l'impact important de l'agriculture dans les régions périphériques et présente deux études de cas des villages de Saint-Isidore-de-Clifton en Estrie et de Saint-Gabriel-de-Rimouski dans le Bas-Saint-Laurent.

<sup>22</sup> Marco Silvestro (2009) dresse la liste de plusieurs mémoires et thèses sur le sujet.

agroalimentaire de l'Université Laval (Chazoule et Lambert, 2007 ; 2005 ; Chazoule et *al.*, 2009 ; 2006 ; 2002 ; Canty et *al.*, 2006 ; Jouve et *al.*, 2008). Ces chercheurs s'intéressent à l'appropriation de la notion de terroir par les différents acteurs. Ainsi, leurs travaux de recherches se sont notamment intéressés aux démarches de différenciation de douze produits agroalimentaires<sup>23</sup> dans cinq régions québécoises soit, Capitale-Nationale, Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches, Estrie et Montérégie-Est (Canty et *al.*, 2006)<sup>24</sup>. Ils ont ainsi démontré que les stratégies d'appropriation des principaux acteurs impliqués dans la valorisation de ces productions différenciées sont différentes les unes des autres, entraînant du coup des liens différents avec le territoire (Chazoule et *al.*, 2009 ; 2006 ; Canty et *al.*, 2006). En outre, dans ce processus, le rôle de l'action publique est primordial et se manifeste au Québec non seulement par des politiques d'aide aux produits du terroir mais également avec des politiques de certification officielles et des politiques de soutien à l'achat local (Jouve et *al.*, 2008).

Le bilan de l'application de la loi sur les appellations réservées démontre toutefois plusieurs obstacles (Chazoule et Lambert, 2004). Mentionnons la difficulté des acteurs à s'organiser et le manque de moyens pour la production, la transformation et la mise en marché (Chazoule et *al.*, 2006). En 2009, seul l'Agneau de Charlevoix est reconnu comme Indication Géographique Protégée (IGP) (Chazoule et Lambert, 2009). Mais il s'agit de transformations qui s'inscrivent dans le long terme rappellent les chercheurs.

Sur les écrits se rapportant aux produits du terroir, mentionnons également l'apport de Solidarité rurale du Québec (2005 ; 2004 ;

2002 ; 1999), acteur important dans la promotion et la valorisation des produits du terroir avec l'organisation du premier Symposium international sur l'économie des terroirs (1999) et la publication d'un premier inventaire des produits de terroir (2002). L'organisation a également été un membre influent du Groupe de travail sur les appellations réservées et les produits du terroir et a été mandatée par le gouvernement du Québec pour faire la promotion de la Mesure de soutien au développement des produits de terroir.

Faut-il soutenir les entreprises bioalimentaires qui misent sur des produits qui se différencient par la qualité ? La recherche de deux professeurs à l'UQAR, Marie-José Fortin, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial et Mario Handfield qui a réalisé sa thèse de doctorat sur la problématique de la succession familiale chez les exploitants agricoles, tente de répondre à cette question en analysant les contributions économiques, sociales, culturelles et environnementales des entreprises qui conçoivent, fabriquent et mettent en marché ces produits sur leur territoire (2010). Cette recherche a été mandatée et financée par le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) qui

---

<sup>23</sup> L'agneau de Charlevoix, la Beurrerie du patrimoine, la canneberge, le cheddar biologique de la fromagerie L'Ancêtre, le cidre de glace, Exceldor l'Authentique, les fraises de l'Île d'Orléans, les fromages de l'Île-aux-Grues, l'Oie de Baie-du-Febvre, la pintade de la Vallée-du-Richelieu, le sirop d'érable, les viandes sélectionnées des Cantons.

<sup>24</sup> Ce travail est le fruit d'une coopération franco-québécoise qui unit cinq Conférences Régionales des Élus (CRÉ) de ces régions au Conseil régional d'Aquitaine en France et à l'Association des Régions Européennes des Produits d'Origine en Europe.

voulait « apporter la légitimité dont les institutions publiques ont besoin pour justifier leur soutien à de telles entreprises » (Fortin et Handfield, 2010, p. V).

Parmi les 405 entreprises recensées dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de Chaudière-Appalaches et de la Gaspésie, l'échantillon étudié est composé de 65 entreprises, le tiers étant considéré comme de jeunes entreprises (moins de 10 ans), qui fabriquent un produit de spécialité (cinq filières représentées : poissons et fruits de mer ; lait ; sève d'érable ; fruits et légumes ; viandes transformées). Les chercheurs tentent de comprendre les réalités de ces entreprises, les conditions dans lesquelles elles œuvrent ainsi que les rapports qu'elles entretiennent avec leur territoire. À partir de ce portrait, les chercheurs identifient différentes retombées de ces entreprises dans les dynamiques de développement de leurs régions. Parmi celles-ci, mentionnons les faibles fuites de capitaux vers l'extérieur, l'utilisation de fournisseurs à proximité, la création et le maintien de l'emploi directs, la stabilité résidentielle et l'ancrage dans la communauté, le renforcement du capital social, la diversification de l'offre alimentaire, la valorisation des ressources locales, la réalisation d'un travail de recherche et d'expérimentation, la contribution à la visibilité et à la valorisation du patrimoine local et régional par des stratégies de marketing territorial.

Au final, les chercheurs dégagent des pistes pour guider l'intervention publique dans le soutien de ces entreprises. Trois enjeux de pérennité sont alors identifiés. 1) L'accès aux savoirs et à des expertises spécialisées compte tenu qu'il y a peu de programmes de formation pour la production de produits de spécialité. 2) Le maintien de la qualité du

produit, à toutes les phases constitue un défi pour se démarquer dans des marchés concurrentiels. 3) Les entreprises étudiées sont de petites tailles, soit moins de six employés. Or, la taille joue un rôle important dans la commercialisation et la distribution. Les chercheurs se questionnent alors sur la taille idéale.

Manon Boulianne (2010), professeure chercheuse au département d'anthropologie de l'Université Laval, s'intéresse aux différentes initiatives qui ont émergé au cours des dernières années au Québec. Elle signe ainsi un article sur la valorisation des terroirs à partir de l'analyse de la filière des fromages fins dans la région de Chaudière-Appalaches. « Comment ces fromages sont-ils devenus emblématiques des terroirs québécois alors qu'ils résultent, dans la grande majorité des cas, de « traditions inventées » ? » s'interroge-t-elle. Elle démontre ainsi l'émergence d'une économie morale qui s'inscrit comme nouveau cadre de référence au Québec dans les années 1990 encourageant, du coup, les petits producteurs locaux, les filières d'approvisionnement de proximité et les initiatives de mise en marché de circuits courts.

« Les fromages produits au Québec représentent plus de 50 % de la production totale canadienne » peut-on lire dans un article de Dumas et ses collègues (2006), professeurs de marketing au Département des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Trois-Rivières. L'article présente une recherche sur la perception des produits de terroir selon les producteurs, restaurateurs et consommateurs à partir du cas des fromages québécois. Malgré l'augmentation de la demande québécoise pour ces produits locaux, la population doit davantage être « sensibilisée aux enjeux liés à l'agrotourisme et à la consommation

régulière de produits de terroir québécois » déplorent les chercheurs (Dumas et *al.*, 2006, p.40).

La notion de terroir à partir de l'expérience des vignobles québécois fait également l'objet de recherches par les géographes Laurent Deshaies, de l'Université du Québec à Trois-Rivières et Jean-Marie Dubois de l'Université de Sherbrooke (Deshaies, 2003 ; 2001 ; Deshaies et Dubois, 1997 ; 1996 ; Dubois, 1996). Les travaux tracent un portrait de l'implantation de la culture de la vigne au Québec. « Le changement culturel a stimulé l'esprit d'initiative permettant un « terreau » culturel propice à l'implantation de la viticulture au-delà des motivations personnelles de chacun des vigneron » (Deshaies, 2001, p. 45). Les contraintes climatiques sont évidemment un obstacle pour cette production mais les contraintes commerciales, constatent les auteurs, sont tout aussi importantes. Ces vins peuvent difficilement faire face à la compétition à la Société des alcools du Québec qui prélèvent 80 % du prix vendu. Les vigneron favorisent alors la vente de leurs produits au lieu de production. Mais l'attraction des consommateurs en milieu rural reste difficile.

Soulignons, finalement comme derniers articles en lien avec le terroir, un portrait des producteurs de vin et de leurs motivations (Velasco-Graciet et Laserre, 2006) ainsi qu'un article qui démontre comment les produits du terroir sont porteurs d'un patrimoine (Turgeon, 2010).

### **2.5.2 L'agrotourisme**

Un portrait des entreprises en agrotourisme a été réalisé par le Groupe de concertation sur l'agrotourisme au Québec qui a pour mandat d'encourager et d'encadrer leur

développement (Archambault et *al.*, 2001). Ces chercheurs ont également réalisé un article sur l'apport économique régional de l'agrotourisme à partir du cas de Chaudière-Appalaches au Québec (Archambault et Waaub, 2001). Cette activité, démontre-t-il, crée des emplois, augmente les revenus des producteurs, intègre le souci de protéger le patrimoine paysager, soutien les artisans régionaux et permet la distribution des produits agroalimentaires québécois. La revue *Téoros*, Revue de recherche en tourisme, a également publié plusieurs articles sur l'agrotourisme. Mentionnons à ce titre un article qui vise à proposer une définition de l'agrotourisme qui répond à la fois à l'offre des agriculteurs et à la demande du tourisme (Marcotte et *al.*, 2006) et un numéro spécial sur le rôle du tourisme comme outil de développement économique et social des régions rurales (Bourdeau, 2001). Ajoutons un article qui vise à dresser un profil des agriculteurs impliqués dans des activités agrotouristiques dans la région de Chaudière-Appalaches (Bourdeau et *al.*, 2001). Les considérations économiques sont le principal motif de cette implication qui est toutefois perçu, par les agriculteurs, comme une alternative au modèle productiviste. L'étude démontre également des interactions entre le monde agricole et le monde touristique.

### **2.5.3 Coopératives<sup>25</sup> et marchés de solidarité**

Le Centre de recherche, d'information et de développement de l'économie solidaire

<sup>25</sup> Il existe d'autres études sur les coopératives agricoles qui s'inscrivent plutôt dans l'agriculture productiviste. Mentionnons à cet égard l'étude du Centre de recherche en économie agroalimentaire (Lambert et *al.*, 2007) qui examine l'adaptation des coopératives agroalimentaires du Québec au contexte de mondialisation des marchés.



(CRIDES) a publié une monographie sur la coopérative La Mauve, située dans la région de Chaudière-Appalaches, dont la mission est de favoriser le développement régional durable par des activités dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture et de l'alimentation (Galarneau, 2010). L'étude de cas est riche d'information sur l'histoire de la coopérative, ses valeurs, ses activités, les facteurs de son succès et les difficultés rencontrées, l'évaluation des retombées et ses perspectives d'avenir. Initiée par le Groupe de recherche en aide psychopédagogique, la mise sur pied et la consolidation de cette coopérative est le fruit d'une panoplie d'acteurs qui ont joué différents rôles à différents moments et à différentes échelles administratives. La municipalité de Saint-Vallier est toutefois identifiée comme le principal partenaire local avec son appui moral et technique.

Issue de son mémoire de maîtrise, Véronique Bouchard (2009) a publié un article qui démontre la contribution à l'éducation de la coopérative La Mauve dans les domaines de l'agroalimentaire et de l'environnement.

Mentionnons également les articles de Carol Saucier, professeur-chercheur à l'UQAR qui fait appel à l'exemple des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) au Québec pour illustrer les convergences entre l'économie sociale et le développement local. Ces CUMA, estime le chercheur, ont un effet structurant important sur le développement socioéconomique (Saucier, 2007 ; 2005).

Le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) a également publié une monographie sur la Coopérative de solidarité en alimentation saine L'Églantier du Kamouraska dans la région du Bas-Saint-Laurent qui démontre les nombreux

impacts de cette coopérative au sein de la communauté (Langlois et Girard, 2005).

Finalement, mentionnons une étude de l'Université de Sherbrooke (Desroches et *al.*, 2008) sur le Marché de solidarité régionale de l'Estrie qui documente les impacts économique, environnemental, social et culturel de cette initiative.

#### **2.5.4 Circuits courts et agriculture soutenue par la communauté**

Équiterre, organisation sans but lucratif fondée en 1993, est un précurseur dans la mise en place de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC) et du programme d'achat institutionnel local « À la soupe ». Après plusieurs années à travailler sur ces projets, l'organisation s'est munie d'un programme de recherche scientifique afin de documenter ses expériences (Lemay, 2008). « La fonction principale de la recherche chez Équiterre est d'alimenter l'action citoyenne de l'organisation » (Lemay, 2008, p.122).

Équiterre et le Centre for Trade Policy and Law ont ainsi publié un document de recherche qui fait état de la connaissance sur les systèmes alimentaires locaux au Canada, soit les marchés fermiers, l'agriculture soutenue par la communauté, la livraison de boîtes de produits frais, les politiques institutionnelles d'achat local et les boutiques fermières (Blouin et *al.*, 2009). Le document s'intéresse aux impacts de ces initiatives dans la littérature et identifient les différentes politiques agricoles des gouvernements fédéral et provincial qui les supportent. Mentionnons également un cahier de recherche scientifique sur les motivations et les comportements des consommateurs canadiens qui sont favorables à l'achat local (Lemay, 2011).

Actuellement, un vaste projet intitulé « Mangez frais, mangez près – Comment les initiatives de circuits courts contribuent aux saines habitudes de vie » est piloté par Équiterre, en partenariat avec l'Université Laval, Extenso, et Option Consommateurs. L'un des quatre axes de ce projet vise à documenter les opportunités et les obstacles à la participation des producteurs maraîchers du Québec à des circuits courts de mise en marché. Trois régions sont à l'étude : Montréal, Chaudière-Appalaches et le Centre-du-Québec. Les résultats devraient être connus en mars 2012 mais l'équipe a déjà réalisé une revue de littérature sur les circuits courts. Il constate, d'entrée de jeu, que la littérature sur le contexte québécois est très limitée (Lemay *et al.*, 2010).

Mentionnons également un article sur l'agriculture soutenue par la communauté issue du mémoire de maîtrise de Marie-Claude Rose (2003) qui examine l'espace de dialogue entre les trois principaux acteurs impliqués dans cette initiative soit, un organisme écologiste, des producteurs et des consommateurs, qui prend la forme d'un lieu d'expérimentation du politique.

### **2.5.5 Les jardins collectifs et communautaires**

Manon Boulianne, anthropologue à l'Université Laval, s'intéresse aux jardins collectifs et communautaires québécois. Une étude analyse quatre jardins collectifs situés à Montréal, Beauport, Saint-Hubert et Warwick (2001 ; 1999). Ces jardins, explique-t-elle « visent la sécurité alimentaire, l'insertion sociale de ménages et de personnes pauvres et sans emploi, ainsi que l'approvisionnement partiel d'autres organisations d'aide ou d'entraide s'adressant à, ou mises en place par, des groupes que la pauvreté affecte

particulièrement. Ils répondent également à des préoccupations environnementales qui étaient, quant à elles, absentes des jardins collectifs du début du siècle » (Boulianne, 2001, p.75). De plus, ils sont très diversifiés, s'appuient sur une logique partenariale tout en étant liés au tissu associatif local. Elle a également réalisé, avec son équipe, un répertoire qui identifie 45 jardins communautaires et collectifs dans les régions de Québec et de Chaudière-Appalaches (Olivier-D'Avignon *et al.*, 2009 ; Boulianne *et al.*, 2010). Le répertoire dresse un portrait de ces jardins, identifie les retombées et formule des recommandations pour les soutenir et favoriser leur émergence.

Ajoutons comme référence, un article sur les jardins potagers communautaires à Montréal et ses retombées (Reyburn, 2002) ainsi que la contribution du Collectif de recherche sur l'aménagement paysager et l'agriculture urbaine durable (CRAPAUD) de l'UQAM, très actif dans la formation à la Maîtrise en environnement et dans la création d'une École d'Été sur l'agriculture urbaine.

### **2.5.6 Agriculture biologique et écologique**

L'agriculture biologique est valorisée dans plusieurs initiatives. À cet égard, elle est abordée dans certaines études mentionnées précédemment. Ajoutons toutefois trois autres références.

Céline Poissant de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Lanaudière et Marie-Andrée Devynck, de l'Université du Québec à Montréal (2005a ; 2005b) signent un rapport qui dresse un portrait de l'agriculture et de la production horticole Lanaudoise. Elles s'attardent aux

représentations et perceptions de quatre groupes d'acteurs (producteurs agricoles, transformateurs et distributeurs alimentaires, citoyens-consommateurs et représentants d'organisations régionales des domaines de l'environnement, de l'agriculture, de l'agroenvironnement, de la santé et des services sociaux, du développement social et de l'aide alimentaire) sur les liens entre l'agriculture écologique et le développement social durable. Les résultats contribuent à identifier les facteurs facilitant ou limitant le passage vers un modèle de développement social durable.

Le deuxième texte est issu des travaux de doctorat de Mary Richardson de l'Université Laval qui s'intéresse aux savoirs développés et transmis par les agriculteurs biologiques du Québec. « Cette génération et cet échange de savoirs locaux participent à la création d'un changement social visant un rapport considéré plus éthique et écologique à la nature » (Richardson, 2005).

Finalement, le troisième texte dresse un historique du mouvement agrobiologique et de la certification biologique au Québec (Bergeron, 2000).

## **Conclusion**

Nombre de publications font mention de nouvelles formes d'activités agricoles (agriculture bio, agrotourisme, produits du terroir) et de l'émergence d'initiatives innovatrices qui viennent soutenir l'agriculture sur les territoires en s'appuyant sur les nouvelles valeurs et préoccupation des Québécois pour l'achat local et le développement durable. Les études qui s'appuient sur une analyse davantage méso démontrent que les stratégies de

valorisation des produits du terroir et des entreprises bioalimentaires sont étroitement liées à leur territoire.

Plusieurs recherches qui s'intéressent aux nouvelles initiatives en agriculture s'inscrivent toutefois dans une analyse micro avec des études de cas d'organisations. Même si la dimension spatiale est peu mobilisée dans ces études, elles permettent de mettre en lumière certaines caractéristiques. Nous en avons retenu quatre principales : ces organisations ont un ancrage territorial fort engendrant plusieurs retombées socioéconomiques sur leur territoire ; elles sont en interaction avec d'autres acteurs sur leur territoire qui les soutiennent ; elles s'inscrivent dans un processus d'innovation et de diversité agricole ; elles doivent néanmoins faire face à de nombreux obstacles pour dépasser le stade d'émergence.

## **2.6 Les agriculteurs et agricultrices**

Des études s'attardent à comprendre les réalités des agriculteurs et agricultrices. Diane Parent (1996) examine la transformation de la ferme familiale québécoise à partir des perceptions sur le travail et d'éléments clés de la vie professionnelle et sociale d'agriculteurs et agricultrices de fermes laitières.

Des chercheurs s'intéressent également à la relève agricole, un enjeu important dans les régions québécoises. Des travaux cernent les processus de transmission de la ferme ainsi que les facteurs favorables et défavorables à la relève agricole au Québec (Parent, 2008 ; Handfield et *al.*, 2005 ; Allard et *al.*, 2004 ; Perrier et *al.*, 2004 ; Ouellet et *al.*, 2003 ; Tondreau et *al.*, 2002 ; Parent et *al.*, 2001 ; 2000 ; Tondreau et

Morisset, 1998 ; Dumas et *al.*, 1996).

Les agricultrices font également l'objet de certaines recherches qui identifient les facteurs déterminants de leur implication en agriculture (Hamel et Morisset, 1995) ou encore tracent un portrait de la relève féminine et de ses obstacles (Richer et St-Cyr, 1995).

Myriam Simard s'intéresse à l'insertion des entrepreneurs agricoles immigrants dans la société rurale québécoise (Simard, 1995 ; 2008 ; Simard, 2008) ainsi qu'aux travailleurs agricoles saisonniers d'origine immigrée (Mimeault et Simard, 2001 ; 1999 ; Simard, 1997).

Finalement, la santé psychologique des agriculteurs et des agricultrices a également fait l'objet de deux enquêtes. L'une qui analyse l'isolement social, la sociabilité et la qualité du soutien social chez les jeunes agriculteurs québécois (Parent et *al.*, 2010). L'autre qui démontre que plus de la moitié des agriculteurs présentent un niveau élevé de détresse psychologique (Lafleur et Allard, 2006). Les préoccupations économiques et financières de l'entreprise sont les principaux facteurs de stress.

### **3. BILAN DE CETTE REVUE DE LITTÉRATURE SUR L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL**

Sous l'angle du développement territorial, quel bilan peut-on faire de cette revue de littérature qui vise à recenser les différentes recherches québécoises qui abordent la thématique de l'agriculture en sciences sociales et humaines depuis 15 ans ?

Cette partie vise à répondre à cette question à partir de trois entrées. D'abord, nous identifions quatre constats liés au territoire qui se dégagent de la littérature analysée. Ensuite, des solutions émanent également de la revue de littérature afin d'encourager les innovations agricoles qui se dessinent sur les territoires. Finalement, nous identifions quelques lacunes qui ouvrent vers des pistes de recherche.

#### **3.1 La littérature scientifique sur l'agriculture et le territoire : quatre principaux constats**

D'abord, des travaux de recherche démontrent que la politique agricole québécoise et ses mesures encouragent un modèle unique, celui dit productiviste (Jean, 1997 ; Jean et Gouin, 2002). Or, ce modèle engendre plusieurs conséquences pour l'environnement (Debailleul et Ménard, 1998 ; Debailleul et *al.*, 2003 ; Proulx et Sauvé, 2007 ; Bouchard, 2002 ; Debailleul, 1998 ; Parent, 2001 ; Proulx et Sauvé, 2007 ; Gagnon, 2005), est de plus en plus déconnectée de son territoire avec peu de retombées économiques et sociales (Parent, 2010 ; Paquette et Domon, 1999 ; 2000 ; Roy, Paquette et Domon, 2005 ; Debailleul, 2009 ; Boutin, 1999 ; Jean, 1997) et entraîne une perte de la multifonctionnalité agricole (Royer et Gouin, 2010 ; Domon et Ruiz, 2010 ; 2005). En outre, la distance étant un facteur concurrentiel important dans le modèle productiviste, les territoires agricoles situés en périphérie des grands centres urbains sont défavorisés. Il existe en effet d'importantes disparités entre des régions situées à proximité de Montréal qui ont enregistré une croissance des activités agricoles intensives au cours des dernières années et celles situées davantage en

périphérie, marquées par une forte décroissance des activités agricoles (Domon et Ruiz, 2010 ; Domon et Ruiz, 2005 ; Paquette et Domon, 1999 ; Roy, Paquette et Domon, 2005 ; Jean, 1997 ; CAAAQ, 2007). En outre, à l'intérieur même de ces régions, des clivages importants existent entre les municipalités situées à proximité des centres urbains et celles situées en périphérie (Jean, 1997 ; Jean et Gouin, 2002 ; Domon et Ruiz, 2010). Les marges de manœuvre pour saisir les nouvelles opportunités restent minces ou du moins jalonnées d'obstacles (Jean et Gouin, 2002 ; CAAAQ, 2007 ; Chinnakonda et Telford, 2007 ; Ouimet, 2009 ; Saint-Pierre, 2009 ; Chazoule et Lambert, 2009 ; 2004 ; Chazoule et *al.*, 2006 ; Deshaies, 2001 ; Jean, 1997) et ce, même si on observe actuellement chez la population québécoise une augmentation de la demande pour une agriculture à valeur ajoutée.

La littérature vient en effet révéler la présence de nouvelles préoccupations dans la société pour soutenir l'agriculture durable et locale (Jean, 1997). Manon Boulianne (2010) démontre l'émergence d'une nouvelle économie morale alors que Laurent Deshaies (2001) évoque un changement culturel qui stimule l'esprit d'initiative. La mise en place de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) par le gouvernement du Québec en 2007 s'inscrit dans cette mouvance. Nous avons également observé que la visibilité de ces initiatives s'accroît dans la sphère publique, ce qui témoigne d'un intérêt certain de la société.

À cet égard, malgré les obstacles identifiés précédemment, plusieurs travaux de recherches observent également l'émergence d'initiatives innovatrices en

réponse aux nouvelles préoccupations. Ainsi, des recherches démontrent que, au-delà de la forte influence des contextes nationaux et mondiaux, les territoires agricoles sont également influencés par la dynamique des communautés et les stratégies des acteurs en place incluant les agriculteurs et les non-agriculteurs (Bryant, 1997 ; Chahine, Bryant et *al.*, 2008 ; Bryant, 2007 ; Bryant et Granjon, 2007 ; Granjon et Bryant, 2004 ; Chazoule et Lambert, 2007 ; 2005 ; Chazoule et *al.*, 2009 ; Chazoule et *al.*, 2006 ; Canty et *al.*, 2006 ; Jean, 1997 ; Bryant et Marois, 1998). Les acteurs ont donc une certaine marge de manœuvre pour orienter la trajectoire de développement et initier de nouveaux projets dans ce domaine comme en témoignent les études de cas des filières ou d'organisations nouvelles : produits du terroir (Chazoule et Lambert, 2007 ; 2005 ; Chazoule et *al.*, 2009 ; 2006 ; Canty et *al.*, 2006 ; Jouve et *al.*, 2008 ; Solidarité rurale du Québec, 2005 ; 2004 ; 2002 ; 1999 ; Fortin et Handfield, 2010 ; Boulianne, 2010 ; Dumas et *al.*, 2006 ; Deshaies, 2003 ; 2001 ; Deshaies et Dubois, 1997 ; 1996 ; Dubois, 1996 ; Velasco-Graciet et Laserre, 2006 ; Turgeon, 2010), agriculture biologique et écologique (Poisant et Devynck, 2005 ; Richardson, 2005 ; Bergeron, 2000), agrotourisme (Archambault, Waub et *al.*, 2001 ; Debailleul, 2001 ; Marcotte et *al.*, 2006 ; Bourdeau, 2001 ; Bourdeau et *al.*, 2001), jardins collectifs et communautaires (Boulianne, 2001 ; 1999 ; Boulianne et *al.*, 2010 ; Olivier-D'Avignon et *al.*, 2009), coopératives et marchés de solidarité (Galarneau, 2010 ; Bouchard, 2009 ; Saucier, 2005 ; Langlois et Girard, 2005 ; Desroches et *al.*, 2008), circuits courts et agriculture soutenue par la communauté (Lemay et *al.*, 2010 ; Blouin et *al.*, 2009 ; Rose, 2003). Parmi les objectifs de ces initiatives, la valorisation d'une agriculture

durable, multifonctionnelle et territoriale est souvent un leitmotiv. Les recherches mettent ainsi en lumière le caractère innovateur de ces initiatives, leur diversité ainsi que les nombreuses retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales pour leur territoire (Fortin et Handfield, 2010 ; Archambault et Waaub, 2001 ; Galarneau, 2010 ; Bouchard, 2009 ; Langlois et Girard, 2005 ; Desroches et *al.*, 2008 ; Olivier-D'Avignon et *al.*, 2009 ; Boulianne et *al.*, 2010).

Ces nouvelles initiatives s'appuient également sur une logique partenariale innovatrice. De nouveaux acteurs entrent en scène pour appuyer le développement de ces nouvelles initiatives agricoles et, du coup, des territoires dans lesquels elles prennent appui (Couture et Morisset, 2010 ; Jean, 1997 ; Bryant et Marois, 1998 ; Silvestro, 2009 ; 2007 ; Boulianne, 2001). Mentionnons, à titre d'exemple, la recherche sur l'évaluation des mesures de soutien à l'agriculture et l'agroalimentaire dans les milieux en restructuration qui a été mandatée par un Centre local de développement (Jean et Gouin, 2002), ou encore la monographie sur la coopérative La Mauve qui identifie la municipalité de Saint-Vallier comme principal partenaire (Galarneau, 2010). Ajoutons qu'un nouveau mouvement contestataire qui valorise un modèle agricole en faveur de préoccupations territoriales et environnementales a également vu le jour au cours des dernières années avec notamment l'Union paysanne (Couture et Morisset, 2010 ; Silvestro, 2009 ; 2007 ; 2006 ; 2003). Sans compter l'apport d'autres organisations qui partagent des préoccupations similaires pour une agriculture durable et territoriale comme Solidarité rurale du Québec, un acteur de premier plan pour la valorisation des produits du terroir et la multifonctionnalité

des territoires ainsi qu'Équiterre, précurseur dans la mise en place de circuits courts avec l'agriculture soutenue par la communauté.

En somme, les constats issus de la revue de littérature identifient l'émergence de nouvelles alternatives dans le secteur agricole et l'implication d'acteurs nouveaux mais également plusieurs obstacles. À cet égard, les travaux de recherches identifient également des solutions pour encourager et consolider ces nouvelles initiatives.

### **3.2 Des solutions pour encourager les innovations agricoles et la multifonctionnalité agricole**

Dans la littérature, des solutions sont envisagées pour appuyer l'émergence d'innovations et modèles en faveur d'une agriculture multifonctionnelle et territoriale. Nous en avons identifié quelques-unes.

D'abord, le facteur territoire est absent des politiques agricoles québécoises qui misent plutôt sur une approche verticale et sectorielle. Or, l'inscription de la différenciation territoriale et de la multifonctionnalité dans les politiques agricoles est l'une des tendances majeures de la dernière décennie dans plusieurs pays (Aubert et *al.*, 2009, p.9 ; CAAAQ, 2008 ; Domon et Ruiz, 2007 ; Jean et Gouin, 2002). Au Québec, la politique agricole n'a pas suivi cette tendance et est demeurée centralisée sans distinction entre les territoires et sans intégrer les aspects de la multifonctionnalité. Or, les territoires agricoles du Québec ne partagent pas tous des réalités similaires que ce soit en termes de climat, de type de production, de superficie, de fonctions attribuées à l'agriculture, de stratégies préconisées par

les acteurs, etc. À cet égard, la valorisation des dynamiques territoriales dans les politiques agricoles est une piste de plus en plus mentionnée au Québec par différents chercheurs et acteurs. Des rapports de recherche et études estiment que les politiques agricoles mur à mur ne sont plus adéquates à la pluralité des situations sur les territoires et suggèrent l'adoption de mesures qui se modulent aux réalités locales ou encore aux types de fermes (CAAAQ, 2007 ; Ouimet, 2009 ; Saint-Pierre, 2009 ; Chinnakonda et Telford, 2007 ; Jean, 1997 ; Jean et Gouin, 2002 ; Domon et Ruiz, 2010 ; 2007 ; Royer et Gouin, 2010 ; Brisson et *al.*, 2010). Cette territorialisation de la politique agricole contribuerait à soutenir les capacités locales et à encourager la diversité des modèles, initiatives et stratégies en agriculture selon les besoins et opportunités dans les milieux.

Plusieurs s'accordent également pour dire que la reconnaissance de la multifonctionnalité des territoires qui valorise des multiples fonctions de l'agriculture est un concept qui pourrait s'intégrer comme objectif dans la politique agricole québécoise (Domon et Ruiz, 2010 ; 2007 ; Debailleul, 1991 ; 2001 ; Brisson et *al.*, 2010 ; Jean, 1997 ; Gouin, 2000 ; Parent, 2001 ; Simard, 2001 ; Royer, 2004 ; Marois, 2006 ; Jean et Gouin, 2002 ; Jean et Lafontaine, 2010 ; CAAAQ, 2008). Une meilleure intégration du développement durable est également évoquée (Parent, 2010 ; Boutin, 2004 ; Debailleul et Ménard, 1998 ; Debailleul et *al.*, 2003). Par ailleurs, les études qui s'intéressent aux nouvelles initiatives soulignent l'importance de les encourager par des politiques publiques adéquates car elles engendrent plusieurs retombées. En appui à une vision multifonctionnelle, des chercheurs soulignent également l'importance d'un élargissement des acteurs impliqués dans

les questions agricoles pour intégrer les attentes de la population (Domon et Ruiz, 2010 ; Jean, 1997) ainsi que l'importance du rôle des instances locales et régionales de développement dans le soutien des stratégies agricoles (Jean et Gouin, 2002 ; Bryant et Marois, 1998).

Toutefois, des chercheurs invitent également à la prudence dans la reconfiguration du système agricole en place en rappelant que le soutien aux innovations ne doit pas se faire au détriment du bien-être des agriculteurs (Parent, 2010). Des ouvrages mettent ainsi en lumière la complexité et les apports du modèle agricole québécois ainsi que le rôle crucial joué par le syndicalisme agricole québécois et les positions adoptées en faveur d'une agriculture qui permet à ses artisans d'en vivre et qui a permis de conserver un contrôle local (Morisset, 2010 ; Kesteman et *al.*, 2004 ; Dupont et Laplante, 2010 ; Montpetit, 1999). Tout changement dans la politique agricole et ses mesures ne doit pas augmenter la vulnérabilité de l'agriculture québécoise mais, au contraire, la solidifier. À cet égard, des études ont également démontré l'existence d'incompréhensions entre les visions et objectifs des agriculteurs, qui vivent de l'agriculture, et ceux des citoyens (Silvestro, 2009, p.441). Les agriculteurs sont également déchirés entre les modèles, productiviste et multifonctionnel (Handfield, 2010).

En somme, la littérature scientifique en sciences sociales et humaines qui s'intéresse à l'agriculture québécoise est riche d'enseignements sur des problématiques, enjeux et recommandations ignorées dans la littérature dominante qui s'inscrit dans le paradigme productiviste. Toutefois, cette littérature est dispersée et encore peu nombreuse, laissant en suspend

plusieurs questions qui demandent à être documentées. Nous avons relevé quelques lacunes.

### 3.3 Des questionnements

D'abord, les travaux de recherche se sont jusqu'à maintenant concentrés sur des régions situées dans l'est du Québec, principalement le Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, la Gaspésie et la Capitale-Nationale (Jean, 1997 ; Jean et Gouin, 2002 ; Fortin et Handfield, 2010 ; Boulianne et *al.*, 2010 ; Simard, 2001 ; Doloreux et Dionne, 2007 ; Olivier-D'Avignon et *al.*, 2009 ; Galarneau, 2010) et celles situées à proximité de Montréal (Chahine, Bryant et *al.*, 2008 ; Bryant, 2007 ; Bryant et Granjon, 2007 ; Granjon et Bryant, 2004 ; Domon et Ruiz, 2010 ; Canty et *al.*, 2006 ; Blouin et *al.*, 2009 ; Boulianne, 2001 ; 1999 ; Domon et Ruiz, 2005 ; Paquette et Domon, 1999 ; Canty et *al.*, 2006 ; Chazoule et *al.*, 2009 ; 2006 ; Reyburn, 2002 ; Poisant et Devynck, 2005). Plusieurs régions sont oubliées. Or, une étude exploratoire qui s'est intéressée aux orientations agricoles identifiées dans les plans quinquennaux de développement des Conférences régionales des élus (Doucet, 2009 ; 2011) démontre que l'agriculture est une préoccupation importante également pour les régions telles que l'Outaouais, l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord et même la Jamésie qui déplore dans sa planification stratégique régionale ne pas être reconnue par le MAPAQ comme une région agricole à part entière.

Ensuite, les études qui s'inscrivent directement dans le référentiel territorial, c'est-à-dire qui n'appréhendent pas l'agriculture comme un secteur isolé mais

bien comme partie prenante des dynamiques territoriales, sont peu nombreuses. Les constats et enjeux analysés par celles existantes viennent toutefois témoigner de l'importance de s'y attarder davantage. Les recherches sur les nouvelles initiatives sont également peu nombreuses. Deux raisons principales expliquent selon nous le nombre restreint de travaux de recherche sur ces questions. D'une part, la majorité des travaux en agriculture s'inscrivent dans le paradigme productiviste évacuant, du coup, toutes questions liées aux territoires. D'autre part, plusieurs innovations sont récentes dans le paysage québécois, ce qui explique l'intérêt nouveau des chercheurs. En outre, ces études préconisent une approche par étude de cas qui dresse le portrait d'une initiative ou encore d'une filière.

Or, ces initiatives s'inscrivent dans un développement territorial, c'est-à-dire dans une dynamique qui favorise les synergies entre différents acteurs sur le territoire. Sous cet angle, l'émergence d'un modèle agricole territoriale en agriculture n'a pas fait l'objet de recherche spécifique au Québec. Autrement dit, depuis les 15 dernières années, il n'y a pas d'études à l'échelle d'un territoire qui étudient la diversité des projets collectifs mettant en lumière les acteurs qui y participent et les stratégies préconisées pour appuyer l'agriculture. Ces initiatives participent-elles à un même mouvement sur le territoire ? Peut-on parler d'un projet agricole sur le territoire, d'une certaine unité territoriale telle que vue dans le concept du développement territorial ?

Nous faisons ainsi l'hypothèse qu'il y a une dynamique territoriale agricole au Québec et que celle-ci est porteuse de solutions innovatrices pour éclairer les réflexions sur le renouvellement des pratiques agricoles



durables et identifier des pistes d'orientations pour les mesures de soutien publiques. C'est dans cette brèche que nous aimerions apporter une contribution dans le cadre de notre thèse en analysant les dynamiques des échelons infranationaux qui deviennent des acteurs importants dans l'émergence de nouvelles formes d'agriculture. De ce point de vue, notre recherche veut contribuer à l'avancement des connaissances sur les innovations agricoles au Québec et ses interrelations avec le territoire. Du coup, l'étude de ces nouvelles initiatives agricoles contribuera à mieux comprendre les dynamiques territoriales actuelles et ses changements.

## Bibliographie thématique

Développement rural.....	p.36
Agriculture et développement territorial.....	p.36
Protection du territoire agricole.....	p.38
Multifonctionnalité.....	p.38
Environnement et paysages.....	p.40
Syndicalismes agricoles et ouvrages historiques...	p.42
Rapports québécois et canadiens.....	p.42
Terroir.....	p.43
Agrotourisme.....	p.44
Coopératives et marchés de solidarité.....	p.44
Jardins communautaires et collectifs.....	p.45
Circuits courts et agriculture soutenue par la communauté (ASC).....	p.45
Agriculture biologique et écologique.....	p.45
Numéro de revues avec la thématique de l'agriculture.....	p.46
Les agriculteurs.....	p.46
Agriculture et immigrants.....	p.46
Agricultrices.....	p.47
Relèves agricoles.....	p.47
La santé psychologique des agriculteurs.....	p.48
Autres références citées.....	p.48

## Développement rural

Jean, B. (2006). *Les représentations de la ruralité dans la littérature scientifique récente*. Chaire de recherche du Canada en développement rural, Rapport no.8, Rimouski, 90 p.

Jean, B. et S. Dionne (2007). La ruralité entre les appréciations statistiques et les représentations sociales : comprendre la reconfiguration socio-spatiale des territoires ruraux québécois. *Noréis*, no.202, p.9 à 19.

Simard, M. (2002). Espace rural et culture. Dans D. Lemieux (dir.), *Traité de la culture*, Les Presses de l'Université Laval et les Éditions de l'IQRC, p. 163 à 180.

## Agriculture et développement territorial

Bacchialoni, M. (2001). Quelle agriculture pour les espaces périurbains ? L'exemple de la Côte de Beauré au Québec. *Labyrinthe*, vol. 9, no.9, p.79 à 90.

Bryant, C.R. (2007). La place des espaces ruraux périurbains et de l'environnement dans le développement régional. Dans A. Mollard, E. Sauboua et M. Hirczak (dir.), *Territoires et enjeux du développement régional*, Versailles, Éditions Quae, p.159 à 171.

Bryant, C.R. (1997). L'agriculture périurbaine : l'économie politique d'un espace innovateur. *Cahiers Agriculture*, vol. 6, n° 2, p. 125 à 130.

Bryant, C.R. (1995). The role of local actors in transforming the urban fringe. *The journal of rural Studies*, vol. 11, no. 3, p. 255 à 267.

Bryant, C.R. (1989). L'agriculture péri-urbaine au Canada: dégénérescence ou nouvelle dynamique ? *Annales géographiques*, no. 548, p.403 à 419.

Bryant, C.R. et G. Chahine (2010) Pour un rapprochement entre urbanité et agriculture, ou la protection de l'agriculture par le développement local et la multifonctionnalité. *Revue Développement social*, vol. 11, no.2.

Bryant, C.R. et D. Granjon (2007). Agricultural land protection in Quebec : From provincial framework to local initiatives ». Dans Caldwell, S. Hilts et B. Wilton (dir.), *Farmland Preservation - Land for Future Generations*, Guelph, Centre for Land and

Water Stewardship, University of Guelph, p. 61 à 86.

Bryant, C.R. et T.R.R. Johnston (1992). *Agriculture in the City's Countryside*. London Pinter Press et Toronto, University of Toronto Press.

Bryant, C.R. et C. Marois (1998). Franges et agricultures périurbaines dans la région de Montréal. Dans Manzagol, C. et Bryant, C.R. (dir.), *Montréal 2001 : visages et défis d'une métropole*, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 159 à 169.

Chahine, G., C. R. Bryant, L. Allie, M. Boisclair et F. Bonner (2008). Une nouvelle approche à l'analyse des territoires agricoles périurbains en déchéance : recherche-action et l'appropriation de la multifonctionnalité de ces territoires par les acteurs locaux. *Colloque de l'ASRDL*, Rimouski, en ligne : <http://asrdlf2008.uqar.qc.ca/Papiers%20en%20ligne/CHAHINE-BRYANT-ALLIE.pdf>

Doloreux, D. et S. Dionne (2007). *Évolution d'un système local d'innovation en région rurale. Le cas de La Pocatière dans une perspective historique (1827-2005)*. Rimouski, Éditions du GRIDEQ, Éditions du CRDT, 200 p.

Frej, S., M. Doyon, D. Granjon et C.R. Bryant (2003). La construction sociale des localités par des acteurs locaux: conceptualisation et bases théoriques des outils de développement socio-économique. *Interventions économiques*, vol. 30, no. 1.

Granjon, D. (2003). La multifonctionnalité de l'espace métropolitain et l'agrotourisme en zone périurbaine (Montréal). *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. XXVI, n° 2 et 3, été-automne 2003, p. 403 à 417.

Granjon, D. et C.R. Bryant (2004). La dynamique des localités périurbaines : les défis de la multifonctionnalité et l'atteinte d'un développement communautaire durable. Dans D. Ramsey et C. Bryant, C. (dir.), *The structure and Dynamics of rural territories : Geographical Perspectives*, p.79 à 88.

Jean, B. (1999). Ruralité et nouvelle économie agroalimentaire. *Actes de l'Université rurale 1997 sous le thème Animer la ruralité*, Rouyn, UQAT-Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, p. 44-48 <http://chrural.uqar.qc.ca/urq/URQ%201997/URQ%201997%20-%20Actes%20partie%202.pdf>

Jean, B. (1997). *Territoires d'avenir : pour une sociologie de la ruralité*. Québec, PUQ, 318 p.

Jean, B. (1996). La petite sauvagine dans la prairie. Une approche de la version de l'agri- environnement en Amérique du Nord. *Études rurales*, no.141-142), p. 197 à 205.

Jean, B. (1994). *Déclin ou renaissance : l'agriculture et la ruralité au Canada à la croisée des chemins*. Rapport présenté à la Fédération canadienne de l'agriculture, Ottawa, 60 p.

Jean, B. (1993). Terre, territoire, territorialité : les agriculteurs et leur attachement au territoire. *Cahiers de géographie du Québec*, vol.37, no.101, p.291 à 307.

Jean, B. (1989). La gestion des terres agricoles au Québec, rationalité et irrationalité, France et Québec. *Espaces ruraux en mutation*, no.8, p.71 à 80.

Jean, B. (1988). La ruralité bas-laurentienne : développement agricole et sous-développement rural. *Recherches sociographiques*, vol. xxix, no. 2-3, 1988, p.239 à 263.

Jean, B. (1985). Une agriculture à repenser. *Le Réseau*. vol. 16, no 8, p. 13 à 17.

Jean, B. (1982). *L'agriculture périphérique dans l'Est du Québec*. Thèse de doctorat en sociologie, École des Hautes Études en sciences sociales, 494 p.

Jean, B. et C. Côté (2001). Aménager l'avenir de l'agriculture gaspésienne : vers une agriculture du terroir durable. Dans D. Lafontaine et N. Thivierge (dir.), *La prospective régionale : le devenir des espaces régionaux, horizon 2025. La Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine*, Rimouski, GRIDEQ/UQAR.

Jean, B. et D. Mercier-Gouin en collaboration avec Majella Simard (2002). *Évaluation des mesures de soutien à l'agriculture et l'agroalimentaire dans les milieux en restructuration de la région de Chaudière-Appalaches*. Rapport final présenté au Comité régional sur les milieux en restructuration de la région Chaudière-Appalaches sous la coordination du CLD des Etchemins. Université du Québec à Rimouski, Chaire de recherche du Canada en développement rural, 124 p.

Jean, B. et O. Stanek (1986). *L'exploitation agricole familiale au Québec*. Université du Québec à Rimouski, 30 p.

Jean, B. et B. Vachon (1991). Le développement rural et le modèle agricole productiviste. Dans B. Vachon (dir.), *Le Québec rural dans tous ses états*, Montréal, Éditions du Boréal, p.149 à 166.

Marois, C., P. Deslauriers et C.R. Bryant (1991). Les processus agissant sur l'agriculture péri-urbaine montréalaise depuis 1980. *Rural ans Urban Fringe Studies in Canada*, Geographical Monographs, York University, 21, p.211 à 238.

Marois, C., P. Deslauriers et C.R. Bryant (1991). Une revue de la littérature scientifique sur l'étalement urbain et sur les relations urbaines-agricoles dans la frange urbaine : le cas de la région métropolitaine de Montréal, dans le contexte nord-américain. *Espace, Populations, Sociétés*, p.325 à 334.

Saint-Pierre, A. (2007). *Défendre la ruralité. Témoignage d'un agriculteur*. Sous la direction de B. Jean et D. Lafontaine, Rimouski, Éditions du GRIDEQ et Chaire de recherche du Canada en développement rural, Coll. Témoignages et analyses, no. 9, 124 p.

Simard, M. (2001). Le processus de recomposition agricole : enjeux et défis pour le développement des localités rurales fragiles. Le cas des milieux en restructuration de la région Chaudière-Appalaches au Québec. *Ruralia*, vol. 9, p. 129 à 161. En ligne : <http://ruralia.revues.org/document249.html>.

Stanek, O. (1996). La sueur et le plaisir : dynamiques divergentes de la reproduction de la propriété foncière agricole et forestière. Dans S. Côté, J.-L. Klein et M.-U. Proulx (dir.), *Action collective et décentralisation*, Actes du colloque de la section développement régional de l'ACFAS 1996 tenu à l'Université McGill du 14 au 16 mai 1996. GRIDEQ et GRIR. p.191 à 208. <http://grideq.uqar.qc.ca/doc-pdf/action-collective.pdf>

Vachon, B. (dir.) (1991). *Le Québec rural dans tous ses états*. Montréal, Éditions, Boréal.

### **Protection du territoire agricole**

Binet, C. (2004). Éphémères fiançailles entre l'aménagement du territoire et une vision de développement territorial au Québec? *Organisations et territoires*, hiver 2004, p. 91 à 100.

Binet, Claire (2004). Le contrôle de l'étalement urbain au Québec : 25 ans de valse-hésitation. *Organisations et territoires*, Hiver 2004, p.83 à 90.

Dugas, C. (2010). Aider les municipalités dévitalisées ou protéger le territoire agricole ? *L'État du Québec*, Édition 2010, p.538 à 544.

Dugas, C. (2009). La pertinence de la protection du territoire. *Organisations et territoires*. vol. 18, no. 2, été 2009.

Dugas, C. (2007). *Impacts de la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles dans les localités à l'extérieur de la plaine de Montréal*. Université du Québec à Rimouski, Département de biologie, chimie et géographie, 40 p.

Dugas, C. (2006). La loi sur la protection du territoire et des activités agricoles: une loi essentielle mais contestée dans ses modalités d'application. *L'État du Québec*, Édition 2006, chapitre 9.2, texte 5 p.538 à 544.

Joyal, A. et K.E Batal (2008). L'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la MRC de Memphrémagog dans une perspective d'occupation du territoire. *Organisations et territoires*, vol.17, no.1, p. 25 à 31.

### **Multifonctionnalité**

Bryant, C.R. (2009) *Multifonctionnalité et le développement des territoires ruraux: conceptualisation, mise en oeuvre et défis*. Laboratoire de développement durable et dynamique territoriale. Université de Montréal. Présentation au Groupe de travail sur la multifonctionnalité des territoires ruraux <http://www.ruralite.qc.ca/multifonctionnalite/documentation/References/Multifonctionnalite-et-le-developpement-des-territoires>

Chiasson, G., É.Leclerc et C. Andrew (2010). La multifonctionnalité forestière à l'épreuve de la distance : réflexions à partir de deux localités de la périphérie québécoise. Dans B. Jean, et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux théoriques et d'action publique*. Éditions du GRIDEQ et du CRDT, Université du Québec à Rimouski, p.161 à 176.

Domon, G. et J. Ruiz (2010). Vers une stratégie de prise en compte du caractère multifonctionnel des paysages : défis et pistes d'interventions en zone d'intensification agricole. Dans B. Jean, et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux*

*théoriques et d'action publique*. Éditions du GRIDEQ et du CRDT, Université du Québec à Rimouski, p.177 à 194.

Doucet, C. (2011). L'agriculture multifonctionnelle, une priorité de développement pour plusieurs régions québécoises. *Revue Vie économique*, vol. 2, no,4, édition de juin 2011. <http://www.eve.coop/?a=95>

Doucet, C. (2010). *L'agriculture dans les plans régionaux de développement des Conférences régionales des élus : vision multifonctionnelle ou productiviste ?* Cahier de l'ARUC-ISDC, Série Recherches, no.30, 61 pages.

Groupe de travail sur la multifonctionnalité des territoires ruraux (2011). La multifonctionnalité: un regard neuf sur le territoire. Réalisé dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de la ruralité 2007-2014, 70 p. <http://www.ruralite.qc.ca/multi>

Handfield, M. (2010). La reconnaissance, la valorisation et la rétribution de la multifonctionnalité de l'agriculture : quelle incidence sur la transmission et la pérennisation des fermes familiales ? Dans B. Jean, et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux théoriques et d'action publique*. Éditions du GRIDEQ et du CRDT, Université du Québec à Rimouski, p.137 à 154.

Jean, B. (2010a). La multifonctionnalité des territoires ruraux : une nouvelle perspective de développement territorial. Dans B. Jean, et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux théoriques et d'action publique*. Éditions du GRIDEQ et du CRDT, Université du Québec à Rimouski, p.211 à 228.

Jean, B. (2009b). *La multifonctionnalité des territoires ruraux: une nouvelle figure de la ruralité et une nouvelle perspective de développement territorial*. Document présenté au Groupe de travail sur la multifonctionnalité des territoires ruraux Chaire de recherche du Canada en développement rural. UQAR. <http://www.ruralite.qc.ca/multifonctionnalite/documentation/References/Une-nouvelle-figure-de-la-ruralite-et-une-nouvelle-pers>

Jean, B. et D. Lafontaine (dir.)(2010a). *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux théoriques et d'action publique*.

Éditions du GRIDEQ et du CRDT, Université du Québec à Rimouski, 228 p.

Jean, B. et D. Lafontaine (2010b). La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Des enjeux multiples et cruciaux. Dans B. Jean, et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux théoriques et d'action publique*. Éditions du GRIDEQ et du CRDT, Université du Québec à Rimouski, p.ix à xxvi.

Mead, H. (2010). Reconnaître la multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux : une avenue pour assurer leur pérennité ? Dans B. Jean, et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux théoriques et d'action publique*. Éditions du GRIDEQ et du CRDT, Université du Québec à Rimouski, p.155 à 160.

Parent, D. (2010). D'une agriculture productiviste en rupture avec le territoire à une agriculture durable complice du milieu rural. Dans B. Jean, et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux théoriques et d'action publique*. Éditions du GRIDEQ et du CRDT, Université du Québec à Rimouski, p.129 à 136.

Parent, D. (2001). D'une agriculture productiviste en rupture avec le territoire à une agriculture durable complice du milieu rural. *Téoros*, Été 2001, p.22 à 25.

Proulx, M.U. (2009). *Quelles nouvelles fonctions rurales*. CRDT. UQAC. <http://www.ruralite.qc.ca/multifonctionnalite/documentation/References/Quelles-nouvelles-fonctions-rurales>

Royer, A. (2004). *Crise de régulation des agricultures française et québécoise et perte de multifonctionnalité de l'agriculture. Analyse à partir d'une approche régulationniste*. Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval, Québec, 115 pages.

Royer, A. et D.-M. Gouin (2010). La multifonctionnalité de l'agriculture : un fait historique, une base d'intervention des politiques agricoles à discuter. Dans B. Jean, et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux théoriques et d'action publique*. Éditions du GRIDEQ et du CRDT, Université du Québec à Rimouski, p.109 à 127.

Union québécoise pour la conservation de la nature (2002). *La contribution du concept de multifonctionnalité à la poursuite d'objectifs de protection de l'environnement*. Rapport final présenté aux ministères de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et de l'Environnement du Québec (MENV), p. 51.

Vachon, B. (2009). *La multifonctionnalité des territoires ruraux*. Document présenté au groupe de travail sur la multifonctionnalité des territoires ruraux. <http://www.ruralite.qc.ca/multifonctionnalite/documentation/References/La-multifonctionnalite-des-territoires-ruraux>

Villeneuve, P., G. Biba, M. Thériault et F. Des Rosiers (2010). Agriculture, tourisme et territoire : la mesure des externalités. Dans B. Jean, et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux théoriques et d'action publique*. Éditions du GRIDEQ et du CRDT, Université du Québec à Rimouski, p.195 à 210.

### **Environnement et paysages**

Boutin, D. (2004). *Réconcilier le soutien à l'agriculture et la protection de l'environnement. Tendances et perspectives*. Direction du milieu rural, Ministère de l'Environnement du Québec, Conférence présenté dans le cadre du 67<sup>e</sup> Congrès de l'Ordre des agronomes du Québec, « Vers une politique agricole visionnaire », Sherbrooke, 11 juin 2004.

Boutin, D. (1999). *Agriculture et ruralité québécoises : analyse des impacts sociospatiaux de quelques caractéristiques structurelles des exploitations*. Mémoire de maîtrise en économie rurale. Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation. 125 p.

Boutin, D et G. Debailleul (2001). Quel type d'agriculture faut-il privilégier pour la ruralité québécoise ? *L'Agora*, vol. 8, no.4, 2001, p.19 à 22.

Boutin, D. et G. Debailleul (1998). *Impacts socio-spatiaux des exploitations agricoles sur le milieu rural selon les structures et les systèmes de production*. CREA. Série Recherche. R.98.1. 101 p.

Brisson, G., M. Richardson et D. Gagné (2010). *Relation entre l'agriculture et la qualité de vie des communautés rurales et périurbaines*. Institut de santé publique du Québec, Direction de la santé

environnementale et de la toxicologie, 83 p. [http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/957\\_RevueFermesPorcines.pdf](http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/957_RevueFermesPorcines.pdf)

Brisson, G., (2008). Consulter pour implanter les projets porcins : un mal pour un bien?, *Développement social*, vol.10, no.1, p. 36 à 37.

Brisson, G., F. Dubois, S. Godbout, S. Lemay et G. Mercier (2009a). *La ferme porcine et son impact sur la qualité de vie des populations en milieu rural – Revue systématique des écrits*. Institut national de santé publique du Québec, 78 p. [http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/957\\_RevueFermesPorcines.pdf](http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/957_RevueFermesPorcines.pdf).

Brisson, G., G. Mercier, S. Godbout, S. Lemay et G. Mercier (2009b). Élevage porcine et santé publique : risque, controverse et violence non intentionnelle. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 53, no. 150.

Debailleul G. (2009). Regards de 23 experts. Guy Debailleul. Dans J.-F. Rousseau et O. Durand avec la participation de R. De Koninck, *Une seule terre à cultiver. Les défis agricoles et alimentaires mondiaux*, Presses de l'université du Québec, p.97 à 100.

Debailleul G. (2008). *Analyse comparative des réglementations environnementales concernant les productions animales et position relative du Québec*. Rapport d'études pour le Ministère de l'environnement du Québec. Nouvelle version révisée en 2008, 197 p.

Debailleul, G. (2002). *Éléments d'analyse comparative des réglementations environnementales en matière d'élevage intensif*. Rapport d'études pour Agriculture et Agroalimentaire Canada, 46 p.

Debailleul, G. (2001). Tourisme rural et multifonctionnalité en agriculture. *Téoros*, vol. 20, no.2. été 2001. p.52 à 59.

Debailleul, G. (1998). Le processus d'intensification de l'agriculture québécoise et ses impacts environnementaux : une rétrospective à méditer. *Vecteur environnement*, vol. 31, no 2, mai 1998, p. 49 à 54.

Debailleul, G. (1997). Economic incentives for Biodiversity Conservation in the Agricultural Sector. Dans OCDE, *Investing in Biological diversity*, The Carins conference, France, p.235 à 252.

- Debailleul, G. (1991). Régulation agricole et déstructuration du milieu rural : le rôle des mesures agricoles. Dans B. Vachon (dir.), *Le Québec rural dans tous ces états*, Les Éditions du Boréal, p.127-147.
- Debailleul, G. et D. Boutin (2004). La sévérité de la réglementation environnementale québécoise dans le domaine des productions animales: mythe ou réalité? *Vecteur Environnement*, vol. 37, no. 2.
- Debailleul, G., L.S. Jacques, E. Salvano et O. Tremblay (2003). *L'évaluation économique des coûts associés à l'impact environnemental de la production agricole : état de la situation et application au Québec*. Rapport d'études pour le Ministère de l'environnement du Québec, 99 p.
- Debailleul, G. et M. Fournier (2007). *Politiques agricoles et mesures de soutien à l'agriculture familiale dans les principaux pays de l'OCDE*. Étude préparée pour la Commission sur l'avenir de l'agriculture et l'agroalimentaire québécois, 182 p.
- Debailleul, G. et L. Ménard (1991). L'agriculture conventionnelle débouche sur une impasse. Dans Andrée Deschênes, *L'agriculture biologique dans l'est du Québec*. Agri-Services, centre régional de consultation agroalimentaire de l'est du Québec.
- Debailleul, G. et D.-M. Gouin (1998). Canada : Politique agricole, réforme ou abandon ? *Déméter 99 : économie et stratégies agricoles*, Armand Colin, Paris, 271 p.
- Domon, G. (2006a). Paysages agricoles hérités : le système des rangs au Québec. Dans F. Madoré, *Le commentaire de paysages en géographie humaine*, Armand Colin, Paris, p. 202 à 206.
- Domon, G. (2006b). De la ferme et de ses bâtiments. *Continuité*, no. 109, 2006, p. 29 à 32.
- Domon, G. (2004). Paysages du Québec. *Continuité*, no. 100, p.19 à 22.
- Domon, G., Paquette, S., Ruiz, J. et L. Roy (2008). Recomposition sociodémographique, transformations des territoires et valorisation des paysages des milieux ruraux du sud du Québec, bilan et enseignements de 10 ans de recherche (1998-2008). *XLVe colloque de l'association de science régionale de langue française (ASRDLF)*, Université du Québec à Rimouski, 25 août 2008.<http://www.neoruraux.ucs.inrs.ca/PDF/Domon.pdf>
- Domon, G. et J. Ruiz (2008). Actualiser la vision des territoires agricoles et ruraux québécois: principales balises pour un exercice incontournable. *Organisations et Territoire*, vol. 17, no 1, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), Hiver 2008.
- Domon, G. et J. Ruiz (2007). *Paysage et multifonctionnalité des territoires : enjeux et atouts pour l'agriculture de demain*. Rapport déposé à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec. 57 p.
- Montpetit, É. (1999). Corporatisme québécois et performance des gouvernants : analyse comparative des politiques environnementales en agriculture. *Politique et Sociétés*, vol. 18, no.3, p.79 à 98.
- Paquette, S., G. Domon et L. Roy (2005). De l'agricole... au paysage. Anciennes et nouvelles frontières socio-spatiales dans la recomposition des espaces ruraux du sud du Québec. Dans S. Arlaud, Y. Jean et D. Royoux (dir.), *Rural/urbain : nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses universitaires de Rennes, p. 213 à 224.
- Paquette, S. et G. Domon (1999). Agricultural trajectories (1961-1991), resulting agricultural profiles and current sociodemographic profiles of rural communities in southern Québec (Canada): A typological outline. *Journal of Rural Studies* 15, p.279 à 295.
- Parent, D., et F. Fournier (1996). L'agriculture conventionnelle dans un cul-de-sac ou pourquoi le Québec doit se mettre au vert. *L'Agora*. Magazine *L'Agora*, vol 3, no 6, <http://agora.qc.ca/encyclopedie2/textes/fournier.html>
- Proulx, D. et L. Sauvé (2007). *Porcheries ! Porcheries ! La porciculture intempestive au Québec!* Éditions Écosociété, 355 pages
- Rousseau, J.-F. et O. Durand (dir.) avec la participation de R. De Koninck (2009). *Une seule terre à cultiver. Les défis agricoles et alimentaires mondiaux*. Presses de l'Université du Québec, 176 pages.
- Roy, L., S.Paquette et G. Domon (2005). La campagne des néoruraux : motifs de migration, territoires valorisés et usages de l'espace domestique. *Recherches sociographiques*, vol. 46, no.1, p.35 à 65.

Ruiz, J. et G. Domon (2005). Paysages de l'agriculture en mutation. Dans P. Poullaouec-Gonidec, G. Domon et S. Paquette (dir.), *Paysages en perspective*, Presses de l'Université de Montréal, p. 47 à 97

Schmucki, R., S. Deblois, G. Domon et A. Bouchard (2002). Spatial and temporal dynamics of hedgerows in three agricultural landscapes of southern Quebec, Canada. *Environmental Management*, Vol. 30, no.5, p.651 à 664.

### **Syndicalismes agricoles et ouvrages historiques**

Beauchamp, C. (1985). L'histoire du syndicalisme agricole : un chantier encore ouvert. *Recherches sociographiques*, vol. 26, no. 1-2, p.209 à 221.

Bouchard, R. (2002). *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*. Éditions Écosociété, 228 pages.

Côté, D. (2005). *De la colonisation à la mondialisation : Histoire de l'agriculture au Saguenay-Lac-Saint-Jean 1838-2005*. Société historique du Saguenay. Publication no.51, 292 p.

Couture, J.M. et M. Morisset (2010). La montée du mouvement paysan québécois. Dans M. Morisset (dir.) avec la collaboration de J.-M. Couture, *Politique et syndicalisme agricoles au Québec*. Presses de l'Université Laval, p. 251 à p.366

Kesteman, J.-P., G. Boisclair et J.-M. Kirouac (2004). *Histoire du syndicalisme agricole au Québec. UCC-UPA 1924-2004*. Montréal, Boréal Express, 450 p.

Morisset, M. avec la collaboration de J.-M. Couture (2010). *Politique et syndicalisme agricoles au Québec*. Presses de l'Université Laval, 452 p.

Morisset, M. (2010a). Agriculture et projet national. Dans Morisset, M. avec la collaboration de J.-M. Couture, *Politique et syndicalisme agricoles au Québec*. Presses de l'Université Laval, p.5 à 82.

Morisset, M. (2010b). La montée du libéralisme : de l'autosuffisance à la stratégie d'exportation. Dans Morisset, M. avec la collaboration de J.-M. Couture, *Politique et syndicalisme agricoles au Québec*. Presses de l'Université Laval, p.83 à 128.

Morisset, M. (1987). *L'agriculture familiale au Québec*. Éditions de l'Harmattan, Paris, 205 p.

Morisset, M. et J.-M. Couture (2010). Agriculture, État et société. Dans Morisset, M. avec la collaboration de J.-M. Couture, *Politique et syndicalisme agricoles au Québec*. Presses de l'Université Laval.

Robert, J.-C. (1988). Compte rendu de Kesteman, Jean-Pierre, en collaboration avec Guy Boisclair et Jean-Marc Kirouac, Histoire du syndicalisme agricole au Québec, UCC-UPA 1924-1984. *Labour / Le Travail*, vol. 21, p.263 à 265.

Saint-Pierre, J. (1997). Histoire de la Coopérative fédérée de Québec: l'industrie de la terre. Les Presses de l'Université Laval, 291 p.

Silvestro, M. (2009). *La contestation du régime agricole québécois par le syndicalisme « citoyen » de l'Union paysanne*. Thèse présentée comme exigence partielle du Doctorat en sociologie, 551 pages.

Silvestro, M. (2007). Le renouveau paysan au Québec : une luciole dans les champs de l'agriculture néolibérale. Dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements, idées et pratiques militantes contemporaines*, Futur Proche, p.111 à 129.

Silvestro, M. (2006). L'histoire du syndicalisme agricole au Québec: un chantier déjà très balisé ? *Recherches sociographiques*, XLVII, 1, pp.121 -137.

Silvestro, M. (2003). Les enjeux de la construction d'un discours altermondialiste. Le cas de l'Union paysanne au Québec. *Revue Possibles*, vol. 27, no. 3, été 2003.

### **Rapports québécois et canadiens**

BAPE (2003). *L'inscription de la production porcine dans le développement durable. Rapport d'enquête et d'audience publique*. Consultation publique sur le développement durable de la production porcine au Québec. Septembre 2003, Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, 240 p.

CAAAQ – Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (2008). *Agriculture et agroalimentaire : assurer et bâtir l'avenir. Rapport de la CAAAQ. Bibliothèque nationale du Québec*, 272 p.

Chinnakonda, D. et L. Telford (2007). *Les économies alimentaires locales et régionales au Canada : rapport sur la situation*. Agriculture et Agroalimentaire Canada. Direction des politiques sectorielles. 49 p. + annexes.

Dupont, D. (2009). *Une brève histoire de l'agriculture au Québec. De la conquête du sol à la mondialisation*. FIDES. 232 p.

Dupont, D. et R. Laplante (2010). *Le rapport Pronovost : un diagnostic partiel, une analyse tronquée*. Rapport de recherche de l'Institut de recherche en économie contemporaine, 78 p.

ÉcoRessources Consultants et EcoTech Consultants (2009). *Retombées économiques de l'agriculture pour le Québec et ses régions*, 44 p. + annexes.

Ouimet, B. (2009). *Protection du territoire agricole et développement régional - Une nouvelle dynamique mobilisatrice pour nos communautés*. Rapport remis au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation du Québec, 35 p.

Saint-Pierre, Michel R. (2009). *Une nouvelle génération de programmes de soutien financier à l'agriculture. Pour répondre aux besoins actuels et soutenir l'entrepreneuriat*. Ministère du Conseil exécutif, 60 p.

## **Terroir**

Boulianne, M. (2010). Valorisation des terroirs et économie morale au 21<sup>e</sup> siècle : le cas des fromages fins du Québec. *Cuizine : revue des cultures culinaires au Canada*, vol. 2, no.2.

Canty, S., F. Jouve et B. Niogret (2006). Produits du terroir au Québec et appellations d'origine. Dans *Valorisation des produits à indication géographique en France et au Québec*. Projet de coopération franco-québécoise CRÉs/AREPO, sous la dir. de C. Chazoule et R. Lambert, 216 p. [http://www.crecn.qc.ca/media/documentation/autres-documents/34\\_Valorisation-produits.pdf](http://www.crecn.qc.ca/media/documentation/autres-documents/34_Valorisation-produits.pdf)

Chazoule, C., S. Canty, F. Jouve, B. Niogret et R. Lambert (2006). L'émergence des indications géographiques au Québec : regard sur l'appropriation de la notion de terroir en Amérique du nord. *Communication au 3<sup>ème</sup> Colloque International du Réseau SYAL, ALTER 2006 Alimentation et Territoire*, 18-21 oct, 27 p. <http://gis-syal.agropolis.fr/ALTER06/pdf/actes/c39.pdf>

Chazoule C., F. Jouve et R. Lambert (2009). L'émergence des indications géographiques au Québec, construction, liens au lieu, protection et valorisation. *Canadian Journal of Regional Science*, Jun 22, 2009, <http://www.thefreelibrary.com/Raising+geographical+indications+in+Quebec%3A+an+outlook+on+social...-a0232471043>

Chazoule, C. et R. Lambert (2007). L'émergence des appellations d'origine au Québec. Naissance d'une nouvelle convention de qualité. *Économie rurale*, 2007/3, n° 299.

Chazoule, C. et R. Lambert (2005) Les appellations réservées et les produits du terroir: un outil de développement régional et d'assurance de qualité pour les consommateurs du Québec? *ISARA En ligne*: [http://publication.isara.fr/article.php3?id\\_article=46](http://publication.isara.fr/article.php3?id_article=46)

Chazoule C. et R. Lambert (2004). Les Appellations réservées et les produits du terroir : Un outil de développement régional et d'assurance de qualité pour les consommateurs du Québec. *Actes du Colloque international AIEA2 et SCEA « Développement durable et globalisation dans l'agroalimentaire »*, Québec, 23-24 août, p. 835-851. <http://publication.isara.fr/IMG/pdf/commquebec2004dv.pdf>

Chazoule C. et R. Lambert (2002). *L'évolution de la notion de qualité dans l'agroalimentaire en France. Quelles questions pour le Québec ?* Série Études Ed Université LAVAL-CRÉA, Octobre 2002, 25 p.

Dumas, L., W. Menvielle, J. D. Perreault et D. Pettigrew (2006). Terroirs, agrotourisme et marketing : le cas des fromages québécois. *Téoros*, Vo. 25, no.1, printemps 2006, p.34 à 41.

Deshaies, L. (2003). Une co-construction terroir-territoire-identité. Le cas de Dunham en Estrie. Dans Lasserre, F. et A. Lechaume (dir.), *Le territoire pensé. Géographie des représentations territoriales*. Montréal, Presses universitaires du Québec, p.215 à 231.

Deshaies, L. (2001). La notion de terroir à l'aune de l'expérience viti-vinicole québécoise. *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec*, n° 65, p. 43 à 46.

Deshaies, L. et J.-M. Dubois (1997). Une viti-viniculture québécoise méconnue. *Dialogue scientifique*, vol. 1, no.3, p.13 à 16.



Deshaies, L. et J.-M. Dubois (1996). L'entreprise viti-vinicole du Québec : entre «froidure» et vente au vignoble. *Annales de géographie*, n° 592, p. 628 à 644.

Fortin, M.-J. et M. Handfield avec la collaboration d'A. Rezelman (2010). *Le territoire comme ressource construite dans l'industrie bioalimentaire : de la production au milieu de vie. Étude de cas comparés d'entreprises établies au Bas-Saint-Laurent, en Chaudière-Appalaches et en Gaspésie (Québec, Canada)*. Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial, UQAR, Rapport de recherche remis au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, 97 p. + annexes.

Jouve F., C. Chazoule et R. Lambert (2008). Deux modèles pour l'analyse territoriale des systèmes agroalimentaires au Québec. *Revue Organisation et territoire*, Université de Chicoutimi, Québec, Vol. 17, n° 1, p. 19 à 24.

Jouve F., C. Chazoule et R. Lambert (2008). Les mesures de soutien aux produits différenciés au Québec : bilan et perspective. *Communication au colloque ASRDLF Rimouski- 25-27 août 2008*, en ligne : <http://asrdlf2008.uqar.qc.ca/Papiers%20en%20ligne/A%20JOUVE%20-%20CHAZOULE%20-%20LAMBERT%20-%20ASRDLF%202008%20Rimouski.pdf>

Solidarité rurale du Québec (2005). *Les appellations : un enjeu de développement durable pour les territoires*. Mémoire présenté à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation dans le cadre des auditions publiques sur le projet de loi 113 modifiant la *Loi sur les appellations réservées*, Nicolet, août 2005, 19 p.

Solidarité rurale du Québec (2004). *Avis*. Dans le cadre de la consultation sur le programme d'authentification des produits fermiers et artisanaux, déposé à Mme Françoise Gauthier, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, 11 p.

Solidarité rurale du Québec (2002). *De nature à culture: les produits du terroir, Premier inventaire des produits du terroir québécois*, sous la direction de M.-A. Rainville, collections Études rurales, Nicolet, août 2002, 204 p.

Solidarité rurale du Québec (1999). *Actes du Symposium*. Symposium international sur l'économie des terroirs. 21-24 novembre, Trois-Rivières.

Turgeon, L. (2010). Les produits du terroir, version Québec. *Ethnologie française*, XL, p.477 à 486.

Velasco-Graciet, H. et F. Lasserre (2006). Le vignoble au Québec, géographie d'un rêve sous contrainte. *Noréis*, vol.201, no.4.

### **Agrotourisme**

Archambault, M. J.-P. Waaub et al. (2001). *Études sur les entreprises liées à l'agrotourisme*, Groupe de concertation sur l'agrotourisme au Québec. Rapport présenté à l'UPA, UQAM, mars 2001.

Archambault, M. et J.-P. Waaub (2001). L'apport économique régionale de l'agrotourisme. Le cas de Chaudière-Appalaches au Québec. *Téoros*, 2001. p. 26 à 32.

Bourdeau, L., (2001). La relation tourisme-ruralité. *Téoros*, vol. 20, no2, été 2001.

Bourdeau, L., M. Doyon et D. Donne (2001). Une typologie des agriculteurs qui diversifient leurs activités vers le tourisme. *Téoros*, vol.20, no.1.

Marcotte, P., Bourdeau, L. et Doyon, M. (2006). Agrotourisme, agritourisme et tourisme à la ferme ? Une analyse comparative. *Teoros*, vol.25, no.3, p.59 à 67.

### **Coopératives et marchés de solidarité**

Bouchard, V. (2009). Le potentiel éducatif de projets d'action sociale en agriculture : le cas de la coopérative de solidarité La Mauve. *Éducation et francophonie*, vol. 37, n° 2, 2009, p. 152-172.

Bouchard, V. (2008). *Le potentiel éducatif de projets d'action sociale en agriculture : le cas de la coopérative de solidarité La Mauve*. Mémoire de maîtrise, Montréal : Université du Québec à Montréal, 181 p.

Desroche, C., B. Diaz, L. Soletchnik et S. Yergeau (2008). *L'impact du marché de solidarité régionale (MSR) sur le développement local*. Association Les AmiEs de la terre. DVL 831, Analyse stratégique du développement local, Université de Sherbrooke, 49 p.

Galarneau, V. (2010). *La Mauve : histoire, organisation, enjeux, facteurs de succès et retombées de la Coopérative de solidarité en développement durable de Bellechasse*. Cahiers du CRIDÉS, cahier 10-02. [http://crides.org/images/stories/cahiers\\_crides\\_10\\_02.pdf](http://crides.org/images/stories/cahiers_crides_10_02.pdf).

Langlois, G. et J.-P. Girard (2005). *La Coopérative de solidarité en alimentation saine L'Églantier du Kamouraska et son impact sur la cohésion sociale*. Sous la direction de J.-P. Girard et B. Lévesque. Cahier du CRISES, collection Études de cas d'entreprises d'économie sociale, no. ES0505, 50 p.

Saucier, C. (2007). Les coopératives d'utilisation de matériel agricole au Québec (CUMA). *Organisations et territoires*. Vol. 16, no. 1 - Hiver 2007.

Saucier, C. (2005). Convergence entre économie sociale et développement local : des principes aux pratiques. *Présentation au 5e Rencontre Inter-Universitaires d'Économie Sociale et Solidaire*, 11 et 12 mai 2005 Economie Sociale, Solidaire et Territoires, Marseille.

#### **Jardins communautaires et collectifs**

Boulianne, M. (2001). L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois : Empowerment des femmes ou « domestication de l'espace public » ? *Anthropologies et Sociétés*, vol. 25, no. 1, p.63 à 80.

Boulianne, M. (1999). *Agriculture urbaine, rapports sociaux et citoyenneté. Le cas du jardinage biologique communautaire au Québec et au Mexique*. Cahiers du Crises, Collection Études de cas d'entreprises d'économie sociale, no.ES-9917, Montréal.

Boulianne, M., G. Olivier-D'Avignon et V. Galarneau (2010). Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec. *Vertigo*, La revue en science de l'environnement, vol. 10, no. 2.

Olivier-d'Avignon, G., M. Boulianne et V. Galarneau (2009). *Répertoire des jardins partagés des régions de Québec et Chaudière-Appalaches*. CRIDÉS et CRISES, 72 p.

Reyburn, S. (2002). Le cadre de vie et les jardins potagers communautaires à Montréal. *Vertigo* - la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 3, no. 2, <http://vertigo.revues.org/3794>

#### **Circuits courts et agriculture soutenue par la communauté (ASC)**

Blouin, C., J.-F. Lemay, K. Ashraf, J. Imai et L. Konforti (2009). *Local food systems and public policy: a review of the literature*. Équiterre et The Centre for Trade Policy and Law, Carleton University, 49 p. [http://www.equiterre.org/sites/fichiers/Local\\_Food\\_Systems\\_and\\_Public\\_Policy\\_-\\_A\\_Review\\_of\\_the\\_Literature\\_0.pdf](http://www.equiterre.org/sites/fichiers/Local_Food_Systems_and_Public_Policy_-_A_Review_of_the_Literature_0.pdf)

Lemay, J.-F. (2011). *Motivations et obstacles à l'achat de fruits et de légumes locaux: un sondage pancanadien*. Rapport d'Équiterre, Cahier de l'ARUC-ISDC, Série Recherche no.42, 35 p.

Lemay, J.-F., M. Boulianne, V. Galarneau et G. D'Olivier-D'Avignon (2010). *Revue de littérature, cadre méthodologique et cadre d'analyse de l'axe offre*. Projet Saines habitudes de vie. Document de travail non publié, 81 p.

Lemay, J.-F. (2008). La recherche partenariale dans une ONG environnementale québécoise : l'exemple du programme de recherche d'Équiterre et d'une étude d'impact sur les circuits courts. *Économie et Solidarités*, vol. 39, no. 2, p. 116-124

Rose, M.-C. (2001). *L'appropriation sociale de l'alimentation au sein d'un projet de mise en marché socialement différenciée*. Mémoire de maîtrise, Montréal : Université de Montréal, Département de Sociologie.

Rose, M.-C. (2003). L'agriculture soutenue par la communauté. Un lieu d'expérimentation politique. *Possibles*, vol 27, no. 3, été 2003.

#### **Agriculture biologique et écologique**

Bergeron, C.-E. (2000). Petite histoire de la certification biologique au Québec. Encyclopédie de l'Agora. [http://agora.qc.ca/Documents/Agriculture\\_biolgique--Petite\\_histoire\\_de\\_la\\_certification\\_biolgique\\_au\\_p\\_ar\\_Charles-Eugene\\_Bergeron](http://agora.qc.ca/Documents/Agriculture_biolgique--Petite_histoire_de_la_certification_biolgique_au_p_ar_Charles-Eugene_Bergeron)

Poissant, C., et M.-A. Devynck (2005a). *Vers un système agroalimentaire écologiquement et socialement durable dans Lanaudière*. Montréal, UQAM, 82 p. [http://www.caaaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/MEMOIRE/14-18-J-Sante%20et%20services%20sociaux\\_annexe3.pdf](http://www.caaaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/MEMOIRE/14-18-J-Sante%20et%20services%20sociaux_annexe3.pdf)

Poissant, C. et M.-A. Devynck (2005b). *Agriculture écologique et développement social durable dans Lanaudière: le point de vue d'acteurs du milieu*. Rapport de recherche, Cinbiose/UQÀM, Santé publique du Québec. 218 p. [http://www.caaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/MEMOIRE/14-18-J-Sante%20et%20services%20sociaux\\_annexe2.pdf](http://www.caaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/MEMOIRE/14-18-J-Sante%20et%20services%20sociaux_annexe2.pdf)

Richardson, M. (2005). À la recherche de savoirs perdus? Expérience, innovation et savoirs incorporés chez des agriculteurs biologiques au Québec. *Vertigo*, la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 6, no.1. <http://vertigo.revues.org/2926>

### **Numéro de revues avec la thématique de l'agriculture**

Beaudry, R. (2003). Ruralité québécoise: l'Union paysanne, de Saint-Germain-de-Kamouraska à Porto Alegre ou la genèse d'un mouvement rural. *L'État du Québec*, Édition 2003, chapitre 5, texte 8 p.59 à 70.

Boutin, V. (2005). Le revenu des agriculteurs québécois: la pire crise en 25 ans. *L'État du Québec*, Édition 2005, chapitre 10.3, texte 2, p.533 à 539.

Caouette, D. (dir.) (2010). Souveraineté alimentaire. *Possibles*, Vol. 34, No.1-2, Été 2010, <http://redtac.org/possibles/2010/10/10/souverainete-alimentaire/>

Côté, M.-H. (dir.) Agriculture et souveraineté alimentaire. À *Babord*, No 23 - février/mars 2008, [http://www.ababord.org/spip.php?article717&var\\_recherche=agriculture](http://www.ababord.org/spip.php?article717&var_recherche=agriculture)

De Blois, M.C. (2003). Émergence d'une nouvelle économie rurale. *L'État du Québec*, Édition 2003, chapitre 9, texte 3, p.241 à 250.

Deglise, F. (2006). La consommation: agroalimentaire, fiasco sauce libérale. *L'État du Québec*, chapitre 7.4, texte 1, p.282 à 287.

Francoeur, L.-G. (1998). L'agriculture: l'année du cochon. *L'État du Québec*, Édition 1998, chapitre 4, texte 7, p.241 à 246.

FrancVert (2008). L'agriculture au Québec : enjeux primordiaux pour son avenir. Automne 2008, vol.5, no.3, <http://www.francvert.org/pages/53dossieravantpropos.asp>

Joyal, A. et K.E. Batal (dir.) (2008). Vers une nouvelle ruralité territorialisée. *Organisations et territoires*, vol.17, no. 1.

L'Agora (2001). Le Québec agricole. Vol. 08, no. 04, automne 2001, <http://ip-174-142-61-76.static.privatedns.com/magazine/agora.nsf/Sommaires/0049?OpenDocument>

Le Mouton Noir (2010). La ruralité plurielle. Cahier spécial no 3. <http://www.moutonnoir.com/numeros/cahier-special-no-3/>

Lesage, S. (2003). Couronne périphérique: l'agrotourisme, un nouveau type de rapport à l'espace agricole. *L'État du Québec*, Édition 2003, chapitre 9, texte 13, p.326 à 332.

Martin, P.-L. (2004). Créneaux, niches et circuits courts: le terroir monte à l'assaut. *L'État du Québec*, Édition 2004, chapitre 10.4.8, texte 2, p.859 à 869.

Papillon, B. M. (2001). Le modèle agricole québécois remis en question. *L'État du Québec*, Édition 2001, chapitre 11.2, texte 7, p.492 à 500.

Relations (2005). Notre alimentation : un choix de société. Août 2004, no. 701.

Relations (2002). L'agriculture insoutenable. Juin 2002, no. 677.

Revue Développement social (2010). Villes et campagnes : une complicité à cultiver. Vol. 11, no. 2, novembre 2010, <http://www.revueds.ca/numero-en-cours.aspx>

### **Les agriculteurs**

Parent, D. (1996). De cultivateur à chef d'entreprise agricole, la transformation socioculturelle de la ferme familiale québécoise. *Recherches sociographiques*, vol. 37, no. 1, p. 9 à 37

### **Agriculture et immigrants**

Mimeault, I. et M. Simard (2001). Travail agricole saisonnier occasionnel au Québec : espace d'inclusion ou d'exclusion ? *Études ethniques au Canada/Canadian Ethnic Studies*, vol. XXXIII, no 1, p. 25-45.

Mimeault, I. et M. Simard (1999). Exclusions légales et sociales des travailleurs agricoles saisonniers véhiculés quotidiennement au Québec. *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 54, no 2, p. 388-410.

Simard, M. (2008). Les nouveaux habitants dans la campagne québécoise : le cas des entrepreneurs agricoles d'origine européenne. *Les Étrangers dans les campagnes*, Centre d'études et de recherches appliquées au Massif Central (CERAMAC). Clermont-Ferrand (France), Presses Universitaires Blaise Pascal, p. 443 à 456.

Simard, M., avec la collaboration d'I. Mimeault (1997). *La main-d'oeuvre agricole saisonnière transportée quotidiennement de la région de Montréal : profil socio-économique et insertion professionnelle*. INRS-Culture et Société, 182 p.

Simard, M. (1995). Immigration agricole au Québec : impact sur le milieu rural et le développement régional. *Revue canadienne des sciences régionales / Canadian Journal of Regional Science*, vol. XVIII, no 3, Université du Nouveau-Brunswick, p. 307 à 332.

Simard, M. (1995). La régionalisation de l'immigration : les entrepreneurs agricoles immigrants dans la société rurale québécoise. *Recherches sociographiques*, vol.36, no.2, p.215 à 242.

### **Agricultrices**

Hamel, T. et M. Morisset (1995). Les facteurs déterminants de l'implication des femmes en agriculture au Québec. *Recherches féministes*, vol. 8, no. 2, p.67 à 90.

Richer, F. et L. St-Cyr (1995). La transmission des exploitations agricoles familiales : le cas des filles d'agricultrices et d'agriculteurs. *Recherche féministes*, vol.8, no.2, p.91 à 105.

### **Relève agricole**

Allard, I., H. Gaulin et D. Pageau (2004). *Diagnostic sur l'établissement des jeunes en agriculture*. Québec, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Pêcheries du Québec, Direction des politiques sur la gestion des risques, 2004, 88 p.

Dumas, C., J.-P. Dupuis, F. Richer et L. St-Cyr (1996). La relève agricole au Québec, une affaire de fils ... et de filles. *Recherches sociographiques*, vol. 37, no.1, p.39 à 68.

Handfield, M. (2006). *Étude des facteurs culturels et sociaux dans l'abandon du processus de succession au sein des entreprises agricoles familiales: analyse des logiques et des stratégies des partenaires à partir de la perspective des prédécesseurs familiaux*. Thèse de doctorat, UQAR, 929 p.

Handfield, M., B. Jean et D. Parent (2005). L'insuccès de la transmission de la ferme familiale: perspectives parentales. Dans B. Jean et D. Lafontaine (dir.), *Territoires et fonctions Tome 2 : Des pratiques aux paradigmes : les systèmes régionaux et dynamiques d'innovation en débats*, Rimouski, Éditions du GRIDEQ et Éditions du CRDT, 2005, p. 189 à 204.

Ouellet, E., J. Tondreau, D. Parent et J.-P. Perrier (2003). La transmission de la ferme québécoise d'une génération à l'autre : au-delà des considérations économiques, une question d'échanges, d'intégration aux tâches et de délégation du pouvoir. *Recherches sociographiques*, vol. 44, no.1, p. 141 à 164.

Parent, D. (2008). S'établir en agriculture sans prendre la relève : un sentier parsemé d'embûches. *Organisations et Territoires*, Hiver 2008, volume 17, no 1.

Parent, D., B. Jean et M. Handfield (2001). L'établissement de la relève agricole familiale: facteurs et trajectoires d'insuccès. Dans D. Lafontaine (dir). *Choix publics et prospective territoriale. Horizon 2025. La Gaspésie: futurs anticipés*. Coll. Tendances et débats en développement régional, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, p. 31 à 41.

Parent, D., B. Jean et M. Simard (2000). *Transmission et maintien de la ferme familiale : analyse des facteurs et stratégies d'établissement de la relève agricole familiale via les situations d'insuccès*. Agri-Gestion Laval, Université Laval, Québec, 108 p.

Perrier J-P., I. Allard et D. Parent (2004). *Transfert de ferme et démantèlement au Québec : Études de cas*. Rapport. <http://www.traget.ulaval.ca/>

Tondreau, J., D. Parent et J-P. Perrier (2002). *Transmettre la ferme familiale d'une génération à l'autre : Situation au Québec et regard sur le monde*. Rapports <http://www.traget.ulaval.ca/>

Tondreau, J. et M. Morisset (1998). *Relève en agriculture et formation agricole: une équation à plusieurs variables*. Groupe de recherche en économie et politique agricoles (GREPA), Université Laval, Québec, 154 p.

### **La santé psychologique des agriculteurs**

Parent D., J-P. Perrier et G. Rousseau (2010). *Analyse de l'isolement social, de la sociabilité et de la qualité du soutien social chez les jeunes agriculteurs québécois*. <http://www.traget.ulaval.ca/>

Lafleur, G., et M.-A. Allard (2006). *Enquête sur la santé psychologique des producteurs agricoles du Québec*. Québec, Coop Fédérée de Québec, 89 p.

### **Autres références citées**

Barthélémy, D., H. Delorme, B. Losch, C. Moreddu, M. Nieddu (dir.) (2002). *La multifonctionnalité de l'activité agricole et sa reconnaissance par les politiques publiques*, SFER-EDUCAGRI-CIRAD, 926 p.

Béranger, C. (2005). Préface. Dans Laurent, C. et P. Thinon (dir.) *Agricultures et territoires*. Lavoisier, p. 17 à 20.

Bryant, C., P. André, D. Provençal, B. Singh, J.-P. Thouez et M. El Mayaar (1997). L'adaptation agricole aux changements climatiques: le cas du Québec. *Le Climat (Numéro spécial: Les défis des changements environnementaux à l'échelle planétaire)*, vol.14, no.2, p.81 à 97.

Bryant, C., B. Singh et P. Andre (2007). The perception of risk to agriculture and climatic variability in Quebec: Implications for farmer adaptation to climatic variability and change. Dans E. Wall, B. Smit et J. Wandel (dir.), *Farming in a Changing Climate*, Vancouver: University of British Columbia Press, p. 157 à 170.

Frayssignes, J. (2008). Démarches de qualité et développement territorial: quels apports pour la géographie rurale? L'exemple des AOC fromagères françaises. *Géocarrefour*, Vol. 83/4, <http://geocarrefour.revues.org/index7055.html>.

Lambert, R., S. Janvier, J.-C. Dufour, Z. Su (2007). *Les coopératives agroalimentaires au Québec: Description et enjeux*. Cahier du CRÉA, Série recherche, SR.2007.03.01, 67 p.

Mazoyer M., et Roudart, L. (2002). *Histoire des agricultures du monde*. Seuil, Paris, 705 p.

Mollard, A. (2007). Introduction générale. Pourquoi cet ouvrage sur le développement régional ? Dans Mollard, A., E. Sauboua, M. Hirczak (dir.) *Territoires et enjeux du développement régional*, Éditions Quae, p.7 à 12.

Papy, F. et A. Torre (2002). Quelles organisations territoriales pour concilier production agricole et gestion des ressources naturelles ? Dans A. Torre (dir.), *Études et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement, Le local à l'épreuve de l'économie spatiale*, n°33, p. 151 à 169.